



AL 235 - JANVIER 2001

CONTRE LES TECHNOCRATES :

**Le retour
du mouvement
social !**

GÉNÉRATION

La lettre de Lara - Lara Erlbaum

MOUVEMENT

Nice : l'État-Casseur !

Thierry Morales

NICE 2000

Opération "trains gratuits" - FA Nantes

EN MOUVEMENT / QUÉBEC

Accueil du Sommet des Amériques

Nicolas Phébus

POLÉMIQUE

Lettre ouverte à Bénédicte Vaes

Collectif sans/cent Nom(s)

ANTICLÉRICAL

Les amitiés complices de Karol Wojtyla
et Jorg Haider - Jocelyn Bézecourt

SYNTHÈSE

Verwilghen et les Dossiers X

Association Pour la Vérité

L'ESSENTIEL

La "pub"...

COUAC

NOTE DE LECTURE

L'érotique solaire d'Onfray

Martine / FA

NOTRE HISTOIRE

Espagne libertaire ! - F. Goldbronn & F. Mintz

POING FINAL

À Davos en janvier !

Coordination anti-OMC Suisse

GÉNÉRATION

La lettre de Lara

*Quand le gouvernement
viole les droits d'un peuple,
l'insurrection est pour le peuple
et pour chaque partie du peuple,
le plus sacré et le plus indispensable
des devoirs.*

Article 35 de la
Déclaration des droits de l'homme et du citoyen,
dite *montagnarde* du 24 juin 1793.

1968... Je suis née deux ans plus tard.

Dans les années '70. Depuis, j'ai couru à reculons, après un mythe fini avant que je ne sois née, votre bonne guerre, que vous me racontiez avant de m'endormir.

Quand j'avais six ans, on pouvait encore s'enrouler à trois dans l'écharpe mauve de notre monitrice. Au moins, les années '70 on sait à quoi ça ressemblait.

Notre groupe, c'était les *Yan Pallach*. Même que les *Victor Jara* et les *Louise Michel* nous appelaient les *Pallache*, et ça nous énervait.

Puis sont venues les années '80. Naissance d'un mouvement de jeunesse appelé l'*UPJB-Jeunes* (note AL : l'*Union des Progressistes Juifs de Belgique*). La clé des chants autour du feu de camp, sur lequel on

cramait nos merguez pendant les hikes. On peut dire merde aux moniteurs, mais interdiction de prononcer le mot *Goldorak*. Déjà les prémisses de notre antimondialisation, quand on y repense. Mais ça n'avait pas encore dépassé le stade de la révolte.

Il y avait aussi les manifs. *Des missiles oui, mais en chocolat*. Gare-du-Nord- Gare-du-Midi.

Aller défiler Bastille-Nation, ça donne une bonne conscience aux cons. Dixit Renaud. *Où c'est qu'on a mis notre flingue ?*

Oubliés les *Yan Pallach*. Désormais, on s'appelle les *Grands-Moyens*.

À l'école, on est confrontés aux autres adolescents. Une anarcho-communiste avec le keffieh noir et blanc et gris, et la petite main jaune au revers du zomblou, ça ne fait pas partie du marché des filles et ça n'intéresse pas les garçons. La mode. Le fric. Fin des idéologies. Pas d'espoir. *No future !*

À partir de maintenant, c'est chacun pour soi et Mac Do pour tous. Le fantasme napoléonien se réalise. Chaque jour à 16h30, après l'école, et à 19 heures avant le cinéma, les jeunes communient dans les mêmes temples de la consommation, et avalent le même pain quotidien englobant une viande hormonalement et génétiquement traitée. Le tout arrosé d'une sauce ketchup pour se calquer sur le vrai goût de l'Amérique. Exultation du capitalisme. Et, d'après moi le déluge. Cependant, alors qu'on n'y croyait plus, à l'Est la révolution fait tomber les murs.

C'est la décennie d'après qu'on s'est mis à parler de *mondialisation*. À l'époque, on ne disait pas encore *mondialisation néo-libérale*. Rien que *mondialisation*, c'était un gros mot. Un peu comme *Goldorak*.

L'Europe s'ouvre ses frontières internes. Création de la forteresse Schengen. Fermeture des frontières externes.

Et puis on accroche à sa fenêtre une photo de petite fille pour se donner bonne conscience. Masturbation morbide, disent certains. Puis

on défile à 300.000, dans la rue, derrière une bannière blanche. Blanche comme *apolitique*.

Viennent les squats. Génération du *sans*. *Sans abri*. *Sans domicile fixe*. *Sans travail*. *Sans papiers*. *Sans espoir*. *Sans amour*. Loin dans l'infini s'étendent les centres fermés (ndlr: pour "étrangers") et les barbelés. Retour du mot *résistance*. Et ça se muscle. Les autopompes. Les charges policières. Les coups. Les gendarmes arrachent les films des photographes, détruisent les pancartes *Ouvrez les yeux, fermez la télé* à coup de talon, éclatent les têtes des jeunes, surtout celles des artistes.

Floraison des centres sociaux. Belgique. Italie. Espagne. Allemagne. Finie la hiérarchie. On est *autonomes*. Nous sommes tous responsables. On reparle de désobéissance civile. Balayées les manifs autorisées *Gare-du-Nord-Gare-du-Midi*. On se réapproprie la rue. Et aussi les toits de l'ONEM, à l'occasion, à Liège. Finie l'adolescence uniquement destructrice. Place à la création. Vous avez eu votre mythe, on a le nôtre.

À partir du troisième millénaire, quand des décisions se prennent, elles concernent le monde entier. Et du monde entier, on se mobilise à Seattle, à Davos, à Washington, à Prague, pour manifester sa conscience citoyenne. Place à l'attaque.

En ce qui me concerne, je m'appelle *Trottinette*. *Trottinette*, c'est mon nom de clown. Mais c'est aussi un excellent nom pour une clandestine. Entendons-nous bien. Je n'ai rien de comparable avec cette femme de Seattle qui s'est fait refuser trois fois à la frontière tchèque. J'ai eu beau dormir une nuit entière dans le même repaire de refoulés, je ne suis pas arrivée à voir son visage, qu'elle a gardé précautionneusement caché dans son sac de couchage, douze heures durant. D'après l'apatride qui a fait le chemin avec moi, c'est une Noire américaine. Quand même, j'aurais bien voulu savoir à quoi ça ressemble, une militante internationale qui a son nom sur toutes les listes.

Au départ, je n'ai pas grand-chose en commun non plus avec ces mille Italiens, qui sont restés une trentaine d'heures à la frontière, par

solidarité avec quelques-uns d'entre eux, déclarés *indésirables* car sur leur passeports figurait le mot *Seattle*.

Moi, je suis juste une *Belge Madame-tout-le-monde* qui, à force de vivre avec des sans-papiers, en a oublié les règles de base de toute circulation hors Schengen. Qu'on est une illégale si on n'a pas un cachet en règle sur son passeport.

Prague 2000

Prague pour moi, c'est une grande histoire de mur.

Dans ma petite robe blanche, je m'étais armée pour la séduction. Je suis tombée sur une douanière, qui m'hurle dans les oreilles : *You have to bring your luggage. Naaow!* Premier mur. Lamentations.

Heureusement, la fée INPEG veille (note AL : voir compte rendu de Prague dans AL 233), et nous fait découvrir la magie de son organisation. Premier point de contact, Dresden, à 500 km de là. Les dangereux activistes que nous sommes peuvent tout aussi bien ressembler à un couple de gentils touristes, et en quelques heures, nous voilà rendus. *Petit Punk*, un Français de la *Caravane anticapitaliste*, se joint à nous. À partir de maintenant, la clandestinité commence. Nos passeports, avec le cachet barré du poste frontière de Rozvadov resteront à Dresden jusqu'au 30 septembre. Après quoi, on nous les renverra à Bruxelles. Personne ne nous a demandé nos noms, et nous ne connaissons pas les leurs.

Dès potron-minet, nous quittons le *Centre social* pour nous fondre dans la masse des joyeux Tyroliens partis à Schöna pour la cueillette aux champignons.

Chaussettes au-dessus du pantalon, jumelles ou appareil photo autour du cou, notre déguisement est parfait, à part peut-être les sacs à dos un peu trop encombrants pour de simples promeneurs du dimanche.

C'est pourquoi, après avoir soigneusement évité les douaniers, nous décidons de quitter la piste cyclable et de nous enfoncer dans le maquis

qui borde la délicate rivière locale. Nous sommes en Tchéquie. Mais on fait semblant de rien. L'heure n'est pas à des réjouissances déplacées qui nous dénonceraient. De toute façon c'est pas gagné. Le passeur sur la rivière, qui nous mate depuis un bon moment avec ses jumelles, est-ce que c'est lui qui a appelé la bagnole de flics qui déboule tout à coup au milieu du paysage champêtre ? Comble de malchance. Qui c'est qui nous envoie cette hippie hollandaise avec sa longue robe, ses pieds nus dans ses sandales et le sac à dos agrémenté d'ours en peluche et de petites fleurs ? Plus question de tergiverser. On fait semblant qu'on se connaît pas, et on achète chacun un billet pour Deichin. Puis les bus, car à partir de là les contrôles sont trop fréquents. Et on se choisit en guise de guêpier une ville sillonnée de milliers de policiers aux aguets. Maintenant, je sais ce que vit un sans-papiers. Pas question de sortir seule dans la ville, ne serait-ce que pour vingt pas. Toujours être au milieu du groupe, pour éviter de se faire contrôler.

Ne jamais oser regarder un représentant des forces de l'ordre dans les yeux, et trembler intérieurement chaque fois qu'on en croise un. Il n'y aura que le jour de la manif que - ô jubilation suprême - j'oserai m'adresser à chacun d'eux, armée de bonbons, qu'ils refuseront prudemment, pour ne pas se sentir liés par un quelconque chantage affectif lors de mon arrestation du lendemain.

Être clown, c'est génial. On peut tout faire. Lancer des grenades en plastique sur les voitures des délégués, faire du diabolo à vingt mètres devant le barrage des manifestants, et à dix mètres de l'autopompe. Proposer des sucreries aux *Robocop*'s. Et puis éclater en sanglots parce que l'un d'entre eux vous frappe sur le doigt avec une grosse matraque. Le moment est venu de ranger son nez dans sa poche. Ils se sont fait gazer à Seattle en restant fidèles à leurs principes de non-violence. Nous on n'est pas Gandhi, face à ces policiers qui ne sont pas de velours. Et la police elle aussi se mondialise. Formation du FBI à Scotland Yard. Mitraillettes américaines. Bombes lacrymos allemandes. Tanks de l'armée tchèque. 11.000 représentants des forces de l'ordre, et 5.000 soldats de réserve. Masques à gaz. On est entre *Robocop* et *Goldorak*. Tant mieux. Ça prouve que notre présence représente un danger pour le FMI.

Et face à eux, les militants sont devenus des guerriers. Les fruits de la passion se sont transformés en grenades. Mais pour une cause aussi belle, on est prêts à en baver un petit peu. Et d'ailleurs, la statue de Yan Pallach nous sourit.

On est le 27 septembre. Toutes les caméras sont parties. La répression commence. Et il ne fait pas bon se promener dans les rues de Prague pour qui a entre 16 et 35 ans.

En cellule

Je suis née près de deux cents ans plus tard. Dans les années '70... Ces deux premières phrases ont été griffonnées sur du papier toilette, avec le bic qu'un garçon m'a passé entre les barreaux. Pour les filles, qui ont dû se déshabiller, il aurait été impossible de faire passer quoi que ce soit.

Jusqu'à l'aiguille de mon chignon qui a été prise pour une arme blanche. Il n'y a que chez les hommes que quelqu'un parviendra à rentrer avec un portable. Couché par terre, la main sur la joue, il a téléphoné jusqu'à ce que sa batterie soit plate. Il est même parvenu à se faire interviewer en direct par Radio Zinzine de Longo Mai.

Nous, par contre, question téléphone, on a eu moins de chance. Pour la première fois de ma vie - question de survie - j'avais inscrit des chiffres sur mon bras, car en cas d'arrestation, la loi nous permet d'appeler un avocat. Peine perdue. Les policiers tchèques ont ignoré les cent personnes qui criaient Téléphone, téléphone de derrière les barreaux. Cela dit, les douze premières heures, je les ai trouvées vachement chaleureuses.

Les rencontres internationales, c'est toujours très enrichissant. Comment c'était, à Seattle ? Dis, c'est quoi un situationniste ? Et d'abord, c'est quoi la différence entre un stalinien et un trotskiste ? Se sont-ils doutés qu'en cellule on parlait tous en anglais, et qu'on causait de la stratégie des Tutti Bianchi ?

Ont-ils compris qu'ils étaient en train de nous **radicaliser** ? C'est là qu'on a compris que si on était partis à Prague, c'était pas contre le FMI. **C'était pour nous rencontrer**. Découvrir qu'on est pas tout seuls. Qu'en ce moment, des jeunes dans le monde entier vivent la même chose que nous. Rencontrer mille Italiens tellement liés que ça fait chaud au cœur. Échanger des pratiques. Se former. Créer notre nouvelle Internationale. Nous aimer. Décider une fois pour toutes de quitter les autoroutes de la consommation où rien ne peut arriver, pour des sentiers qu'on défriche et qu'on déchiffre ensemble.

Et ça change la vie. Notre nouveau siècle a vu naître *notre mondialisation*. Mais si nous commençons à exister partout dans le monde, n'oublions tout de même pas que nos sociétés *underground* ne forment jamais que des minorités locales.

Pour les autres, l'aiguille a arrêté de tourner voilà plus de seize ans. Depuis, nous restons en 1984. À une petite nuance près. Ce n'est pas l'écran de *Big Brother* qui nous regarde. C'est pire. C'est nous qui le contemplons. Quatre à cinq heures par jour en moyenne, il pénètre chaque foyer pour parler à la place des familles qui mangent désormais en silence. Finie la convivialité. On n'a plus rien à se dire.

Nous vivons constamment dans la catastrophe. Tout va mal. Hold-up. Incendies. Tremblements de terre. Raz de marée. Tempêtes. Toutes choses qui normalement ne devraient pas arriver.

Heureusement, pour nous sauver de ce monde perpétuellement instable, l'État (invariablement le même) nous assure *Bonheur-Hygiène-Sécurité*. Guirlandes à Noël. Congés payés en juillet. Fast-food avec aires de jeux pour les enfants. Pour les empêcher d'aller jouer dans la rue. La rue, c'est pour les voitures, avec dedans des messieurs avec des cravates et des téléphones, et des dames avec du maquillage.

Et c'est pour ça qu'on est partis à Prague. Parce qu'on va exploser. Alors autant que ce soit de bonheur, entre nous. Même si c'est dans un commissariat. L'amour, ils pourront jamais nous l'enlever.

C'est en prison qu'un Catalan m'a expliqué les paroles de l'*Estaca*. Nous sommes tous liés à une épée. *Si no podem desfer-n(o)s-en Mai no podrem caminar*. Mais si tous nous nous mettons ensemble, nous arriverons à la faire tomber. Jusqu'au moment où un Tchèque, ivre de colère, nous a dit en substance : *Si vous continuez comme ça, on vous garde trois jours!* - *On s'en fout, gardez-nous, on fait un sit-in dans la prison, et on chantera du Bobby Lapointe jusqu'à ce que vous demandiez grâce..!*

Après qu'on ait été emmenés à l'*Office des étrangers* transformé en prison pour l'occasion. Ça a été moins drôles pour ceux qui sont restés. Chaque fois qu'ils essayaient de s'endormir, les policières riaient très fort ou tapaient contre les grilles avec leur matraque. Pour nous, la situation n'était guère plus brillante. Pas de couvertures. Interdiction de fermer les fenêtres. Les hommes parqués à 80 dans 30 mètres carrés. Heureusement qu'il me restait des bonbons à distribuer. Mais plus aux flics, cette fois. C'est là que j'ai croisé le Français au portable. Il a juste eu le temps de me raconter ses aventures avant d'être transféré au centre de détention de Pilzen. Il a eu le temps de me dire : *Ici, ils ne rigolent pas. Tu ne sais pas ce qui peut arriver. Tu as une boucle d'oreille, enlève-la. Sinon, il se pourrait qu'ils te l'arrachent.* Dehors, on entendait encore les rafales lacrymogènes, et les hélicos continuaient de tourner.

Il faut reconnaître qu'on a eu pas mal de chance. Plus que ces gars au visage tuméfié et aux bras cassés qu'ils faisaient rentrer sans leur procurer de soins. Plus que cet Israélien qu'ils ont passé à tabac pendant 40 minutes. Plus que l'Australienne qui a sauté par la fenêtre.

Au bout de 24 heures, nous avons notre ordre de quitter le territoire. Ils nous ont relâchés par groupes. C'est là qu'ils sont arrivés à casser notre solidarité, et que la parano a commencé. Les contrôles, sans arrêt. Même pour avoir marché dans l'herbe, même pour s'être adossé à un arbre. Les fourgons qui n'arrêtaient pas de défiler. À la gare, on reconnaissait des têtes, mais il valait mieux s'éviter. On n'osait même pas échanger un petit sourire d'au revoir. Les arrestations continuaient.

Mais si vous nous remettez derrière des barreaux, on y fera des meetings. La prison, elle est dans vos têtes.

Nous on est libres et on chante. C'est l'amour à l'état pur. Putain ce qu'elle est belle cette révolution.

Lara Erlbaum

Lara_erlbaum@hotmail.com

Les inter-titres sont de la rédaction d'AL.



SOMMET DE NICE

L'État-casseur !

Lorsque
l'État-casseur
et anti-démocratique
met le feu au sommet de Nice.

Que s'est-il passé à Nice ? À en croire les déclarations officielles de nos dirigeants et les récits publiés par les grands média - toujours prompts à relayer les positions des puissants de ce monde - la ville de Nice a été livrée, dès la fin de la manifestation du mercredi 6 décembre jusqu'au soir du jeudi 7, à des bandes armées, venues pour casser, incendier et piller.

Chirac et Jospin ont évidemment condamné d'une seule voix *ces actes radicalement contraires aux traditions démocratiques de tous nos pays, ces comportements qui desservent la démocratie, sont indignes de la personne humaine et desservent aussi les thèses de ceux qui préfèrent recourir à la violence plutôt que d'utiliser, dans le respect des autres, leur liberté d'expression et de manifestation.*

Jospin a expliqué lors d'une conférence de presse *que nous avons assisté à Nice à deux types de démonstrations très profondément différentes.* D'une part, les syndicalistes et associatifs, pacifiques et respectueux de la démocratie, sont venus dire qu'ils *souhaitaient que l'Europe soit plus attentive et plus volontariste dans le domaine social.* D'autre part, *depuis le jeudi matin, des petits groupes violents sont venus pour s'efforcer d'interrompre le sommet, ce qui était à l'évidence au-dessus de leurs forces* (source AFP).

Les pouvoirs politiques et médiatiques nous ont depuis longtemps habitués à cette conception caricaturale et réductrice de la réalité : d'un côté les bons (ceux qui reconnaissent la légitimité du système et

en défendent la logique jusque dans leurs revendications), de l'autre, les *mauvais* (ceux qui contestent le système de façon radicale et veulent construire une autre société). Les *bons* sont *démocrates et pacifiques*, comprenez *ils ne menacent pas l'ordre des choses et le bon déroulement de nos affaires*. Les *mauvais*, sont *anti-démocratiques, violents, indignes de la personne humaine, selon les propres termes de Chirac, comprenez ils ne reconnaissent pas notre pouvoir, nos institutions et refusent d'être de bons citoyens dociles*.

Dans cette vision binaire et mensongère, les institutions sont les protectrices de la démocratie et de la liberté d'expression, les opposants du système ne peuvent donc être que des *casseurs* et des nuisibles qu'il faut combattre par tous les moyens, à commencer par les moyens médiatiques en déformant leurs aspirations et criminalisant leurs actions pour légitimer la répression.

Ces belles leçons de démocratie, de dignité humaine et de respect de la liberté d'expression, émanant de nos élites bien-pensantes donnent la nausée. Comment des institutions faussement démocratiques, cultivant un profond mépris des aspirations humaines en rupture avec le système, peuvent-elles se poser en modèle de tolérance et d'ouverture ? Comment des pouvoirs qui ne réservent que la matraque, les gaz lacrymogènes et la cellule d'un poste de Police à ceux qui mettent en question leurs monopoles décisionnels, leur domination et leurs privilèges, peuvent-ils se poser en apôtres de la non-violence ? D'où est venue la violence ? D'où sont venus le mépris de la personne humaine et de sa liberté d'expression ?

Une brève mise en perspective des événements apportent certainement une autre réponse à ces questions que celle des média, relais complaisants des sphères dirigeantes.

Le début des violences

Dès le début de la mobilisation, les besoins élémentaires des participant-e-s au contre-sommet ont été traités par le mépris. La préfecture et la municipalité ont refusé de libérer, jusqu'au dernier moment, des lieux d'hébergement collectifs, des espaces d'expression

et de débat pour les manifestant-e-s. Puis les militant-e-s qui avaient décidé de revendiquer des trains gratuits pour se rendre à Nice ont dû faire face à une répression disproportionnée des forces de l'ordre. À Paris les manifestant-e-s se sont retrouvé-e-s encerclé-e-s dans la gare près de 24 h par les CRS. À Bordeaux, à Dijon, au Havre, les manifestant-e-s ont pu goûter la matraque, avant même d'avoir pu atteindre Nice, certain-e-s d'entre eux et d'entre elles finissant la nuit à l'hôpital ou au commissariat.

La tentative de criminalisation des opérations *Trains gratuits pour Nice* n'est qu'une manière comme une autre de priver d'expression une partie du mouvement contestataire en l'empêchant de se déplacer et de faire entendre sa voix. Alors que 6,5 millions de francs (pris directement dans la poche des contribuables) ont été dépensés pour assurer le déplacement et l'hébergement parfois luxueux des invités officiels du sommet européen (sans parler des cadeaux et repas raffinés qui leur ont été offerts *au frais de la princesse*), on refuse aux chômeurs, précaires, et bas revenus de venir assurer leur propre représentation à Nice, en les contraignant à payer entre 500 et 800 francs pour le voyage. Que les élites européennes (politiciens, technocrates et lobbies financiers) se voient offrir la gratuité de l'avion privé, de la voiture avec chauffeur ou de l'hélicoptère pour venir décider de l'avenir de millions d'Européens à Nice, personne n'y trouve à redire.

Que des femmes et des hommes, issu-e-s des classes les plus basses de ces populations européennes, revendiquent eux aussi le droit à la parole et donc le droit de voyager pour aller l'exprimer, ils deviennent aussitôt de honteux resquilleurs et des délinquants. À noter que ces *resquilleurs* et *délinquants* ont été brutalisés sous le regard complaisant et même parfois, comme à Dijon ou à Marseille, les commentaires satisfaits des groupes syndicaux de la CGT et de la CFDT, heureux de voir les chiens de garde de l'État remettre à sa place la *racaille*. La solidarité prolétarienne n'est visiblement plus à l'ordre du jour des syndicats qui préfèrent sans doute se soucier davantage des profits non négligeables que leur offre leur parfaite intégration au système étatiste...

Mais la *tolérance et l'ouverture démocratique* du pouvoir français ne devait pas s'arrêter là. Non content d'avoir refoulé violemment les *sans-billets*, l'État prit la décision de fermer la frontière italienne pour empêcher un convoi d'un millier d'Italiens parfaitement en règle de venir manifester à Nice. Comme disait La Fontaine *lorsqu'on veut noyer son chien, on dit qu'il a la rage*.

Ainsi, le convoi transportant des militants de *Ya Basta*, *Tutti Bianchi*, *Rifondazione Comunista*, totalement légal, fut présenté à la presse comme une horde de dangereux *casseurs* venue d'Italie et encerclée pour des raisons légitimes de sécurité. Une manifestation pour la libre circulation devant le Consulat français de Vintimille fut immédiatement dispersée par la police et deux personnes ont été blessées. De même, quelques centaines de manifestants qui étaient allés occuper la gare de Nice pour exiger l'ouverture de la frontière aux militants italiens, furent délogés sans ménagement par les CRS. Finalement les Italiens furent refoulés vers Gênes et Rome. Il faut noter que la fermeture de la frontière par les autorités françaises marqua le début des affrontements entre forces de police et manifestants.

Avant même que le sommet ne débute, le pouvoir français avait déjà, par sa violence, ses provocations et ses mesures arbitraires, largement contribué à créer une situation de tension, de ressentiment et d'humiliation, dans le plus grand respect, cela va de soi, *de la dignité humaine et de la liberté d'expression* selon la phraséologie démagogique de notre chef de l'État.

Quelle démocratie ?

Alors que le sommet de Nice débutait, le jeudi 6 décembre, par l'adoption d'une *Charte des droits fondamentaux* (sans aucune valeur juridique contraignante) signée à la sauvette par les chefs d'États européens, des affrontements se déroulaient tout autour de l'Acropolis, palais des congrès transformé pour l'occasion en bunker et protégé par 15.000 gardiens du temple (Brigades Anti-Criminalité, GIGN, policiers anti-émeutes et gardes mobiles, flics en civil, etc.).

Pourquoi des affrontements ? Parce que, malheureusement, lorsque la démocratie n'est plus qu'un système de domination, de spoliation et de manipulation *en douceur*, il faut s'attendre à ce que le besoin d'une autre société s'exprime par les passages qui lui restent : la désobéissance civile, la contestation active et concrète d'institutions qui ne représentent qu'elles-mêmes et ceux qui en tirent profits et privilèges divers.

Que cette désobéissance et cette contestation soient violentes ou non-violentes ne change rien pour le pouvoir qui les percevra toujours comme des *violences* répréhensibles. Pour l'État, toute insoumission, toute remise en question de sa légitimité est violence et justifie une violence en retour. Dès lors que vous allez au-delà du simple refus de principe pour mettre en acte votre refus et, par exemple, tenter de bloquer le fonctionnement d'une institution. Même si vous le faite pacifiquement, sans haine et sans chercher à blesser qui que ce soit, attendez-vous à subir le sort des *casseurs*. Pour l'État, renverser des barrières métalliques, bloquer la circulation, tenter de passer un barrage de CRS, sont déjà des actes inadmissibles qui doivent être réprimés. Il en va de la crédibilité du pouvoir et de sa survie.

Si les manifestants du mercredi 6 décembre étaient, en grande majorité (et dans la partie syndicale du cortège en tout cas), venus réclamer une *amélioration* de la *Charte des droits fondamentaux* et sa proclamation comme loi contraignante, ceux qui étaient restés le jeudi étaient nombreux à contester plus *fondamentalement* la légitimité même du texte et des institutions devant la proclamer.

Parmi eux, les **libertaires** entendaient dénoncer l'imposture d'une *Charte* sensée régir la vie de milliers de gens, mais élaborée sans eux et malgré eux par des autorités autoproclamées. Ne nous y trompons pas, si les États ont associé de façon purement formelle quelques représentants associatifs à la rédaction de la Charte, il ne s'agit que d'un *os à ronger citoyeniste*, concédé aux ONG's et autres associations de la "société civile" pour leur donner une illusion de participation démocratique.

Les libertaires étaient venus clamer leur refus de cette illusion : les institutions européennes *ne sont pas démocratiques*.

Le Parlement européen, seule instance européenne élue, n'a qu'une fonction consultative sans réelle influence sur les décisions. Le véritable pouvoir est détenu par la Commission européenne. Cet ensemble de fonctionnaires, associés à différents cabinets d'experts, économistes et industriels, liés à des lobbies économiques et financiers, élabore (à l'abri de toute vigilance et de tout contrôle populaires) les orientations de l'Union européenne. En dernier lieu, les décisions reviennent au Conseil de l'UE. Ce Conseil entérine généralement les choix politiques préconisés par la Commission. Au cours de ce processus, la population européenne n'est jamais associée au pouvoir de décision, jamais consultée sur les orientations et n'a évidemment aucun droit de regard. Si la Commission européenne travaille dans l'opacité la plus totale, les débats du *Conseil de l'Union* ne brillent pas davantage par leur transparence. En effet, à Nice comme ailleurs, les négociations n'ont aucun témoin. Les médias et les ONG's, n'ont aucun droit de regard sur les débats des chefs d'États et représentants des pays européens, qui se déroulent à huis-clos.

Comme durant la Guerre du Golfe, les journalistes accrédités sont tenus à l'écart dans une salle de presse, située à l'extérieur de l'Acropolis, où un porte-parole vient leur apporter une information pré-sélectionnée. Les médias n'ont ainsi aucun moyen de savoir ce qui se passe exactement à l'intérieur de la salle des débats.

Les ONG's sont également exclues du centre. À Nice, l'*Observatoire de la mondialisation* et d'autres associations qui avaient fait la demande pour assister aux négociations se sont heurtées à un refus catégorique. Que penser d'une démocratie qui se fait sans les peuples, sans même leur donner le droit de savoir en quels termes l'on décide de leur sort ? Est-ce que ce sont les manifestants qui sont une menace pour la démocratie et la dignité humaine ou les pouvoirs qui accaparent, par la force et le mensonge, les mécanismes de débat et de choix, dans l'opacité la plus totale ?

Les libertaires refusent de participer à une telle mascarade, ils refusent que les institutions étatiques et les lobbies financiers confisquent à leur profit un droit élémentaire entre tous : le droit de décider soi-même de sa propre vie, le droit de décider de la société dans laquelle l'on veut vivre, de décider de ses valeurs et de ses orientations.

Les libertaires ne reconnaissent aucune autorité à cette pseudo démocratie. Pour eux la démocratie ne peut être que la prise en main directe et naturelle (non politicienne, non électoraliste et représentative) des processus de réflexion et de choix par les intéressés eux-mêmes. La revendication du droit de construire une autre société, de choisir son propre destin, de ne pas subir la domination d'institutions sans valeurs est, évidemment, inacceptable pour le pouvoir.

À Nice, comme ailleurs, les gaz et les matraques étaient là pour le rappeler. Une fois de plus, l'**État-casseur**, casseur d'espérance, casseur de liberté, casseur de vie, s'est manifesté dans l'impunité la plus totale.

Ce jeudi 7 décembre, au petit matin, environ 3.000 CRS faisaient face aux quelques 4.000 manifestants venus cerner le Palais des congrès. Ces contestataires radicaux (essentiellement les anarchistes de la *Fédération Anarchiste* et anarcho-syndicalistes de la *CNT* française ou de la *CGT* espagnole, des militants de *No Pasaran*, d' *Alternative libertaire*, de la *LCR* et d'autres groupes d'extrême gauche français, italiens ou anglais, des autonomistes catalans, sardes, basques... mais aussi des militants des associations anti-mondialisation comme *ATTAC*, des syndicalistes de *SUD*, des militants d' *AC!* et des *Marches européennes des chômeurs/euses et précaires*) ont tenté l'encerclement du centre Acropolis. Un petit millier d'entre eux ont convergé de l'ouest, à partir de la gare centrale. Le gros des troupes (prêt de 3.000 personnes) s'était donné rendez-vous sur une place du quartier Saint-Roch proche du gymnase Leyrit, à l'est du lieu où se déroulait le sommet. Lorsque les manifestants des deux cortèges ont tenté de s'installer devant plusieurs barrages tenus par les forces de

l'ordre pour perturber le début des débats (dans l'esprit du blocage de l'OMC à Seattle et de celui de la Banque Mondiale et du FMI à Prague), ils ont été immédiatement repoussés à coups de gaz lacrymogènes et chargés s'ils persistaient à vouloir s'approcher des barrières. Dans d'autres lieux de Nice, quelques tentatives de manifestation et de blocage de grandes artères de la ville ont eu la même réponse systématique en retour : charges et lacrymo.

Quelques leçons de la mobilisation niçoise...

La volonté ferme du pouvoir d'empêcher la réédition d'un Seattle à Nice et le mépris affiché pour la contestation radicale ont provoqué la transformation de la manifestation de blocage en combats de rues. Les déclarations du Préfet des Alpes Maritimes étaient d'ailleurs sans ambiguïté : il était hors de question de laisser s'exprimer une résistance active à l'occasion du sommet.

Il apparaît assez clairement que la réaction disproportionnée des forces de polices avait pour objectif d'effrayer et de démobiliser les manifestant-e-s qui s'étaient fixé-e-s comme objectif d'occuper la ville par des actions démonstratives afin d'affirmer leur refus des dogmes du capitalisme ultra libéral, de la domination financière et d'une Europe sécuritaire et xénophobe.

Le résultat ne se fit pas attendre. En milieu de matinée la manifestation en tant que telle était quasiment dispersée et des affrontements entre la police et des petits groupes d'autonomes commençaient. Les quelques centaines de manifestants non démobilisés se sont éparpillés dans les rues adjacentes de l'Acropolis, dans le quartier Est et le quartier Sud du Port de Nice où ils ont brisé plusieurs vitrines (une agence immobilière, une compagnie d'assurances, trois concessionnaires automobiles) et ont incendié une agence de la BNP située rue Barla. À noter qu'aucun petit commerçant n'a eu de vitrine cassée et qu'il n'y a pas eu de pillage (seul le braquage d'une boulangerie a été répertorié sans qu'il soit possible d'établir un lien quelconque avec les manifestants).

Pendant ce temps, quelques centaines de militants qui s'étaient repliés au gymnase Leyrit se sont rendus à la caserne de gendarmerie, située à 200 mètres, pour obtenir la libération d'un camarade italien qui avait été interpellé. Là aussi, la réaction policière fut immédiate et, en plus des gaz, un canon à eau fut appelé en renfort. Après cet épisode, et les arrestations qui suivirent, une grande partie des manifestants décida de quitter Nice et de rentrer le soir même.

Au-delà du débat sur les modes d'action consistant à s'attaquer directement à des symboles du capitalisme, comme la BNP (débat qui est loin d'être clos) et au-delà des excès et débordements stériles qui se produisent inévitablement lors de ce type de manifestation, il est clair que l'attitude méprisante et humiliante du pouvoir, dès le début de la mobilisation et avant même que les manifestations ne commencent à Nice, a très largement contribué à créer un climat explosif.

Le fait de présenter de façon systématique à la population, avec l'appui des médias, les mobilisations radicales comme des actions destructrices sans dessein et sans ambition autre que la *casse* ne peut que faire le lit des confrontations violentes. D'un côté, le pouvoir doit comprendre qu'il ne se débarrassera pas, par le recours simpliste à la brutalité policière et à la démagogie sécuritaire, du mouvement d'opposition radical. D'un autre côté, les **libertaires** (qui sont la principale cible de la campagne de désinformation et de criminalisation) doivent s'efforcer, au-delà des actions ponctuelles et restreintes comme celle de Nice, de lutter contre cette campagne en allant toujours plus au contact de la population, afin d'expliquer leur démarche et leur projet de société, afin de se faire mieux connaître et peut-être un jour reconnaître comme une authentique force de proposition constructive.

Avant d'être un crieur de slogans et un tagger de banque, le militant libertaire est un chercheur, en lui-même et dans sa pratique quotidienne, l'explorateur d'une autre société. Plus que jamais, la créativité militante doit tout mettre en œuvre pour éviter l'enfermement du mouvement libertaire dans le ghetto où les pouvoirs cherchent à l'enfermer pour le couper de la population et le neutraliser.

Trop souvent, les militant-e-s se parlent à eux-mêmes, fonctionnent dans une logique interne, hermétique pour le non-militant. Ils se satisfont d'actions qui ont un sens pour eux-mêmes sans trop se soucier de savoir si ces actions ont un sens pour l'homme de la rue. Ils ne cherchent pas assez à se faire comprendre de la population, à gagner sa sympathie, voire son soutien. Qu'a-t-il été fait pour expliquer aux habitants de Nice les enjeux d'une mobilisation contestataire d'envergure et, au sein de cette mobilisation globale, les enjeux d'une désobéissance d'esprit libertaire ? Qu'a-t-il été fait pour préparer les gens à ce qui allait se produire, et éventuellement chercher à les associer aux manifestations, à les impliquer, même à un faible niveau.

Le jeudi, un grand nombre de Niçois étaient cloîtrés chez eux, victimes de leur peur, de leurs préjugés et de la propagande officielle qui visait à susciter une atmosphère menaçante (en faisant fermer certaines écoles, par exemple). Quels moyens nous donnons-nous (et nous donnerons-nous dans l'avenir) de faire reculer ces préjugés et les effets de cette propagande, de préparer un terrain favorable à l'accueil de nos actions ? Il ne s'agit pas de faire des reproches à qui que ce soit (et surtout pas à celles et à ceux qui se sont dévoué-e-s selon leurs possibilités à l'organisation du contre-sommet) mais d'être lucide sur le fait que ce ne sont pas quelques graffitis et autocollants qui apporteront du sens à des actes trop souvent perçus (à tort ou à raison selon les cas) comme des défoulements inquiétants ou le signe d'un refus sans dimension créatrice discernable.

Que le mouvement radical soit minoritaire est normal, qu'il soit isolé est par contre dangereux. Soyons lucides sur le fait qu'une grande partie de la stratégie du pouvoir est contenue dans cet isolement. La dénonciation des manœuvres écœurantes de l'État ne suffira pas à nous sortir de cette ornière.

Le mouvement libertaire doit aussi se remettre en question de façon permanente pour progresser dans ses pratiques, ses analyses et faire

ses preuves. **Thierry Morales**

thierry.morales@free.fr

SOMMET DE NICE

Opération "trains gratuits"

À Nice,
les objectifs étaient divers...

Conscients que le sommet de Nice n'était qu'une date symbolique, nous ne nous faisons aucune illusion sur notre capacité à en entraver véritablement le déroulement, encore moins à imaginer pouvoir y renverser une logique capitaliste où l'oppression est quotidienne.

Néanmoins, (ré)agir contre une conférence intergouvernementale dont l'objectif premier est de permettre une bonne gestion du capitalisme n'est pas, par principe, pour nous déplaire. Par contre, il est de notre volonté de ne pas simplement manifester quatre heures... et de repartir à la maison. Ne pas vouloir d'une simple manifestation-promenade, et ne pas tomber dans le mythe révolutionnaire du grand soir et des barricades ! Cet événement médiatique du capitalisme international est donc pour nous l'occasion de construire un rapport de force, d'induire des prises de conscience, des rencontres, des pratiques communes...

Un échec à relativisé

Certes avec le recul : l'opération *Trains gratuits* a été un relatif échec puisque les trois quarts des personnes ont été bloquées avant même d'arriver à Nice... Tout comme a été un échec, la tentative de blocage du sommet (ndlr : voir article précédent).

Pendant que l'on gazait les manifestants, Jospin remerciait les syndicats pour leur bonne tenue de la veille, reflet d'une réelle démocratie. La démocratie de Jospin, celle des syndicats (bientôt rejoint par *ATTAC* qui regrettait de s'être embarqué dans cette galère), c'est *cause toujours, tu m'intéresses...* Car, pendant que Jospin félicitait les syndicats pour leur opposition "digne et responsable" à la

Charte des droits fondamentaux... les États l'adoptait, en moins d'un quart d'heure. *ATTAC*, la *LCR*, la néo-social-démocratie... a quant à elle, joué un double jeu en participant à la fois, le matin, à des tentatives de blocage du sommet (action pacifique mais qui ne pouvait en aucun cas rester non-violente compte tenu des réactions des forces de l'ordre) et en s'en désolidarisait publiquement l'après-midi.

Dans ce contexte l'opération *Trains gratuits pour Nice* n'est pas forcément un échec. D'une part, elle a permis de mobiliser des personnes qui de toute façon n'avaient pas les moyens financiers de se rendre à Nice. Par exemple pour les 200 manifestants qui voulaient partir de Nantes, le voyage aller-retour représentait une somme de 160.000 ff. Seules les "grandes" organisations syndicales ont pu réserver des trains entiers. [De là à dire que cet argent est le fruit du paritarisme et d'une politique de collaboration, il n'y a qu'un pas... que l'on peut franchir. Les organismes paritaires représentent des masses financières, des masses de moyens (locaux, mise à disposition) énormes. Imaginez : pour l'année 1999 les bénéfices de l' *Unedic* sont de 8 milliards de francs].

Le deuxième intérêt de cette campagne est qu'elle ne se limite pas *temporairement* à la durée du sommet et qu'elle s'inscrit pour autant dans ces enjeux : **le droit de se déplacer n'a aucun sens** (comme l'ensemble des droits *humanistes* défendus dans la *Charte des droits fondamentaux* signée à Nice) si on ne pose pas la question de moyens d'exercer concrètement ce droit.

Pour nous, *le droit de se déplacer est aussi vital que le droit à la liberté*. Or, à Nice, l'Union Européenne a adopté une *Charte* concernant particulièrement les précaires et chômeur/euses alors que ces dernier/ères ne pouvaient s'y rendre massivement *fautes de moyens*.

Élargir le débat

La question du *droit à se déplacer* est à situer dans une campagne plus large autour de la *gratuité et des services publics*.

On nous parle de croissance et pourtant c'est, par exemple en France, près de 8 millions de personnes qui vivent dans des conditions d'extrême précarité. 30% des chômeurs et chômeuses renoncent à des soins de santé, 100.000 dossiers de surendettement ont été déposés en 1999... Ces quelques chiffres illustrent une réalité structurelle. Très peu de précaires ont l'espoir (à court ou moyen terme) de sortir de cette réalité. Cette extrême précarité permanente, reconnue par tous les observateurs, a au moins eu le mérite de complètement exploser le mythe du *plein emploi* (pourtant encore défendu par des courants de la gauche plurielle).

Le chômage est une nécessité structurelle pour le capitalisme ! Il permet de maintenir une pression sur les masses salariées (peur de la perte de revenus, chantage aux licenciements, pression sur les salaires...).

Nées souvent, dans le courant des années 90, à l'initiative d'un courant humaniste chrétien scandalisé par les méfaits de l'exclusion, des associations comme *Agir contre le Chômage ! (AC!)* ont accéléré la prise de conscience de ce facteur structurel du capitalisme et permis de poser la question de la *dignité de la personne* indépendamment de la nécessité pour elle d'avoir un travail salarié.

L'émergence des revendications issues de cette prise de conscience (droit au logement, droit à la mobilité, augmentation des minimas sociaux...) a également l'intérêt de poser le *refus de la logique marchande* et la *nécessité de la gratuité des services publics*.

Ce rapide constat ne doit pas occulter les critiques sur les origines de cette association, ainsi que sur les stratégies médiatiques (les *actions-spectacles*, comme les réquisitions de logements conduisent, à moyen terme, à une impasse : comment renouveler *le spectacle* ?) ou les risques d'institutionnalisation. Le mouvement des chômeurs de 1997 posait, entre autres, la question de la *représentation* des chômeur/euses dans les institutions (*Unedic...*). Les syndicats dits *représentatifs* en ont gardé l'exclusivité mais des miettes financières ont été concédées (locaux, subventions) aux associations de chômeurs dans le but de mieux

les contrôler... avec la menace, en dernier recours, de revenir sur ces concessions.

Malgré ces critiques, la revendication de la *gratuité* des services publics, qui se construit au fil des années, est *fondamentale*, car c'est une revendication au droit de vivre *en dehors des logiques marchandes* et des impératifs de rentabilité. De plus, cette exigence de gratuité est *fédératrice*. Le refus de l'impératif de la rentabilité s'appuie sur l'idée même de *services au public* et unit celles et ceux qui luttent contre les privatisations. La gratuité pose aussi des questions de société : quels besoins réels avons-nous et quelles réponses donner à ces besoins ?

Elle induit une rationalisation des moyens de production avec les conséquences écologiques positives qu'on imagine...

Presse bâillonnée

À Nice, la gauche minoritaire, contestataire de la gauche plurielle a une fois de plus montré son vrai visage !

À Nice, la répression a été multiple et *plurielle*. La gauche a décidé de tout faire pour que le sommet ne soit pas perturbé : arrestations, lacrymogènes, utilisation de balles en caoutchouc, évacuation de la salle du gymnase avec canon à eau, ratonnades, blindés présents à la frontière italienne avec le renfort de la légion étrangère...

Conséquence, les médias se devaient de jouer à la grande muette, de ne rien voir et de ne rien entendre afin de ne colporter que le message gouvernemental. C'est ainsi, entre autre, que *Cécile Amar* de *France Soir* a été tabassée par les CRS, qu'un journaliste de *Radio France* a été mis en garde à vue, qu'un journaliste de *Zalea-TV* a été interpellé alors qu'il filmait une manifestation. Brutalement plaqué au sol et menotté dans le dos tout au long de l'après-midi, il n'a été relâché que sur intervention du procureur-adjoint de la République, sous la pression de la rédaction de *Zalea* et *Reporters Sans Frontières*. Trois personnes qui réalisaient un reportage pour *Kri-prod* (société de production strasbourgeoise) ont été interpellées alors qu'elles filmaient les

affrontements aux abords de la salle Leyrit. Le cameraman a esquivé un coup de matraque d'un policier pendant que celui-ci tentait de lui arracher sa caméra. Un journaliste du *Patriote* qui photographiait une interpellation a reçu un violent coup de pied dans les organes génitaux de la part d'un policier...

Matraquages pluriels

Mais des *Verts* au *PCF* (souvent présents dans les comités locaux *antimondialisation*) se cachent derrière la responsabilité de Jospin et de son ministre de l'Intérieur.

Les événements du mardi 5 décembre annonçaient ce qui allait se produire, de manière encore plus intensive et massive, le lendemain.

Les militant-e-s de Paris, Lyon, Dijon, Nantes, Bordeaux, Rennes, Brest... vont connaître les matraques de la gauche plurielle. À Nantes, nous étions 200 (avec des renforts d'une soixantaine de personnes de Brest, Rennes, Angers...) bloqués et refoulés par les forces de l'ordre. La SNCF préférait annuler le train et rembourser les voyageurs en les hébergeant à l'hôtel que de les voir monter dans le train. Cependant, avant de quitter la gare, *on* nous laissait entendre officieusement que nous pourrions partir le lendemain... si nous ne manifestations pas *dans la gare* avant le départ. C'était pour mieux nous cueillir... à Bordeaux, dans une gare véritablement *militarisée* (ce qui a choqué nombre de Bordelais-e-s) où nous avons été chargés violemment par les policiers. Bilan : quelques blessés légers et cinq personnes arrêtées, dont trois inculpées.

Rappelons, pour clôre ce récit, que le Ministre des transports (responsable de la SNCF) est toujours, en France, dans le gouvernement de la *gauche plurielle*, le très communiste *camarade* Gaysot ! C'est donc à ses refus réitérés à notre demande de *trains gratuits*, que nous devons de pas avoir pu nous rendre à Nice pour y manifester...

L'échec de la campagne *Trains gratuits pour Nice* nous semble donc très relatif. À certains endroits, elle a permis des mobilisations

supplémentaires, des prises de conscience dans l'action, des explications publiques, des pratiques autogestionnaires...

Cet échec *relatif* (*relatif* car nous ne nous faisons aucune illusion sur nos capacités à bloquer véritablement le Sommet) est à mettre en perspective avec nos moyens réels, nos capacités de mobilisation encore insuffisantes.

En conclusion de ce premier bilan, on ne peut également que regretter le manque de coordination du mouvement libertaire et apparenté : entre la volonté hégémonique de certains et l'instrumentalisation politicienne des autres, l'objectif fondamental du développement des idées et des pratiques antiautoritaires n'était pas toujours lisible. C'est le moins que l'on puisse dire !

Fédération Anarchiste
Groupe de Nantes



QUÉBEC

Le Sommet des Amériques

Un nouveau groupe anticapitaliste
voit le jour à Québec...

C'est suite à une proposition conjointe du *Collectif libertaire Le Maquis* et du *Groupe anarchiste Émile-Henry*, lancée lors d'une assemblée publique organisée conjointement avec la *Convergence des luttes anticapitaliste* (CLAC de Montréal) qu'un nouveau groupe de base a vu le jour à Québec pour organiser la résistance au *Sommet des Amériques* et à la *Zone de libre-échange des Amériques*.

À l'heure actuelle, les perspectives de développement du *Comité d'accueil du Sommet des Amériques* (la CASA, c'est le nom du nouveau groupe) sont très bonnes. D'une part, plus de 120 personnes se sont donné la peine de se déplacer le 16 novembre pour l'assemblée publique pré-citée et au moins 75 d'entre elles sont restées pour discuter de la proposition des libertaires.

Depuis, il y a eu deux autres assemblées générales, lors desquelles furent adoptés les *Buts et principes* présentés ci-dessous. Il y a eu à chacune de ces assemblées générales plus de 50 personnes, ce qui augure bien de l'avenir. Déjà, plusieurs sous-comités (communication interne, action, agit-prop, liaison externe et logistique, artistique et ainsi de suite) sont en place. Bref, on risque d'avoir beaucoup de plaisir en avril 2001 !

La CASA, une histoire à suivre ?

Nicolas Phébus
nicolasphebus@yahoo.com

Comité d'Accueil du Sommet des Amériques

Buts et principes

En avril 2001, 34 chefs d'État se réuniront à Québec en vue de créer une zone de libre-échange qui s'étendrait sur tout le continent des Amériques.

Accélérant la dégradation de nos conditions et de notre milieu de vie tant social qu'environnemental, ils poussent la logique capitaliste toujours plus loin soumettant nos vies à la loi du plus fort et à la domination de la marchandise. Devant la dépossession systématique de notre pouvoir politique, la résistance s'impose. En avril 2001, un comité d'accueil les attendra.

Étant donnée l'absence à Québec d'une opposition émanant de la base, radicale et anti-capitaliste, nous proposons la formation du *Comité d'Accueil du Sommet des Amériques*.

Cette coalition d'individus, dans la foulée de la *Convergence des luttes anti-capitalistes* (ndlr: voir AL's précédents), suivra les principes suivants.

- **Anti-capitalisme.** Contre les tentacules croissants du capitalisme mondialisé, la CASA se veut un espace anti-capitaliste servant de plateforme aux débats et à l'action. Peu importent les formes qu'il a prises à travers l'histoire (libéral, d'État, mercantile, néo-libéral ou même à *visage humain*), le capitalisme ne sera toujours que la domination de la marchandise sur les individus. Suivant les critères de rentabilité, le système capitaliste accapare tout espace social en vue de réduire les humains à leur fonction de producteurs/consommateurs, à l'instar de

l'environnement qui ne devient plus qu'un réservoir de ressources prêtes à l'exploitation.

- **Anti-patriarcat.** Dès ses premiers pas, le système capitaliste a pu établir son assise sur le système de domination patriarcale. Un ensemble de rapports sociaux s'imbriquant les uns dans les autres prend appui sur une base idéologique retransmise depuis des siècles à tous les niveaux de notre mode de vie. Cette base idéologique présente un système global de tyrannie du modèle masculin. Alors que l'existence même de l'idéologie et des pratiques féministes sont de plus en plus remises en question, nous tenons à réaffirmer que seule une compréhension globale de ces modèles de structuration sociale nous permet d'envisager un projet de société radicalement égalitaire.

- **Refus de la hiérarchie.** Il va de soi qu'un tel projet, radicalement égalitaire, ne peut s'actualiser qu'en l'absence de tout rapport hiérarchique. Non seulement souhaitons-nous l'abolition de toute forme d'asservissement et d'exploitation des personnes, des groupes, des peuples, mais nous croyons que la mise en pratique de ce principe débute au sein même des groupes de résistance et dans nos activités quotidiennes. Ainsi, la CASA offre une opposition radicale au Sommet des Amériques et aux logiques qui le sous-tendent en s'organisant sur une base anti-autoritaire. Regroupant des individuEs, le comité d'accueil est structuré autour d'une assemblée générale démocratique, ouverte et souveraine. Toute personne en accord avec les valeurs et les principes de la CASA est appelée à y participer activement en fonction de ses affinités propres.

- **Autonomie.** Tout en visant à tisser le plus de liens possibles dans le dessein d'élargir et de consolider le réseau des résistances, la CASA demeure autonome de toute forme d'autorité (parti, syndicat, etc). Nous refusons d'organiser nos actions en fonction d'un éventuel impact médiatique car nous considérons qu'il s'agit-là d'une forme d'assujettissement.

- **Non-réformisme.** C'est dans une perspective de transformation radicale de la société que la CASA adopte une attitude de confrontation et refuse les alternatives réformistes ainsi que le lobbying dans le

cadre des négociations concernant les accords de libre-échange. Nous jugeons ces stratégies sans possibilité d'impact positif et excluons tout recours à ce type de processus antidémocratiques.

- **Diversité des tactiques.** Respectueuse de la diversité des tactiques, la CASA vise à encourager le déploiement de la créativité sous toutes ses formes à travers des initiatives allant de l'éducation populaire à l'*action directe*.

S'appuyant sur ces principes, le *Comité d'accueil* veut construire une opposition radicale et résolue au capitalisme et à ces laquais qui se rencontreront à Québec pour négocier la *Zone de Libre-Échange des Amériques*. Le *Sommet des Amériques* se tiendra en plein *Carnaval de Résistance* où convergeront tous les mouvements sociaux. La CASA entend bien y prendre part de manière active. En attendant de voir le capitalisme s'effondrer sous les coups de boutoir d'un nouveau mouvement révolutionnaire, la CASA veut faire dérailler la ZLÉA pour ébranler le pouvoir des dirigeants des Amériques. Toute personne en accord avec ces principes et qui désire préparer un accueil *chaleureux et attentionné* est invitée à se joindre à nous.

Le Comité d'Accueil
du Sommet des Amériques
la_casa2001@hotmail.com

POLÉMIQUE

Lettre ouverte à Bénédicte Vaes

Journaliste au *Soir*

Au 19ème siècle, on s'est battu pour la liberté de la presse. Aujourd'hui, on se bat pour se libérer de la presse.

M. Horkheimer

Madame...

Nous tenons à répondre à votre double article *La FGTB ulcérée par les méthodes PTB et Forges de Clabecq* : les langues se délient paru dans *Le Soir* du mercredi 29 novembre 2000 où vous décrivez l'occupation du siège de la FGTB à Bruxelles (note d'AL : voir le journal du mois dernier), à la suite de l'audience du procès des *13 de Clabecq* et la terreur que faisaient régner, à Clabecq, Roberto D'Orazio et sa bande.

Vous décrivez d'abord le climat de violence dans lequel s'est réalisée l'occupation : *L'occupation était bel et bien planifiée, Michel Nollet (secrétaire général de la FGTB) et ses petits camarades ont l'impression d'avoir vécu une prise d'otages menée par une opération commando, les méthodes des occupants étaient particulièrement musclées, vous parlez de méthodes inqualifiables, de méthodes fascistes...*

Le décalage est énorme entre ce que vous racontez et la réalité. Pour se convaincre de la terreur qui devait régner lors de cette occupation, il suffit de jeter un œil sur les pathétiques photos du "saccage" de la FGTB sur son site web : un paillason retourné, un bureau en désordre...

Qu'est-ce qui est fasciste ? Occuper un bâtiment public ? Ne pas recourir aux canaux politiques traditionnels ? Critiquer l'État ? Désobéir ? Retourner un paillason ?

Tout votre article est construit sur... les témoignages des syndicalistes présents lors de l'occupation. Témoignages en contradiction totale avec ceux des occupant/e/s et avec ce que la télévision a montré de l'occupation.

Mais c'est dans votre second article, où vous laissez la parole aux militants syndicaux de Clabecq raconter la terreur que faisait régner D'Orazio, que l'utilisation des témoignages atteint son paroxysme. Après de nombreux exemples révoltants d'exactions prétendument commises par D'Orazio et *ses gardes du corps* (le déshabillage des cadres, le délégué sur lequel on a uriné, les insultes, les menaces...) votre esprit critique vous oblige, en bonne journaliste, à reconnaître que ce sont *des témoignages impossibles à vérifier. Mais concordants*.

Pourquoi s'arrêter en si bon chemin ?

Nous pouvons vous abreuer sans fin de *témoignages impossibles à vérifier mais concordants* : on aurait vu D'Orazio se produire en dragqueen dans un célèbre cabaret pour travestis à Bruxelles, les murs de sa chambre seraient couverts de posters de Pol Pot, il appartiendrait à une secte néo-nazie...

Vient alors la partie didactique de votre article ; l'explication de ce cauchemar. Tout devient limpide. Derrière tout ça, il y a le PTB et les personnes *manipulées, abusées et infiltrées*. Aucun de nous n'appartient au PTB et aucun de nous n'est manipulé ni abusé par le PTB. Nous ne partageons pas les valeurs, les références, les discours et le mode d'organisation du PTB. Mais plusieurs d'entre nous faisaient partie des occupants de la FGTB ce jour-là. Nous avons jugé qu'il était important de participer à cette action pour nous réapproprier un espace et un syndicat qui nous apparaît tous les jours plus étranger.

Votre argumentation est d'une simplicité policière : d'un côté, la FGTB, de l'autre, le PTB. Entre les deux, il n'y a de place que pour les

manipulés. La FGTB étant (tout naturellement) à gauche et démocratique, ceux qui s'attaquent à elle sont (forcément) de droite et anti-démocratiques. Ceux qui s'attaquent radicalement à elle sont donc fascistes.

Votre lecture a ceci de confortable qu'elle permet de répondre à tout en rendant toute explication vaine et superflue. Derrière le conflit de Clabecq, il y a le PTB, derrière la grève des TEC-Charleroi, il y a le PTB, derrière la critique de la FGTB, il y a le PTB. On se prend à rêver des possibilités sans fin (et déjà largement éprouvées) de votre grille d'analyse : derrière les sans-papiers, les collectifs d'étudiants, les dysfonctionnements de la justice, derrière Seattle, Prague, La Haye, Nice... c'est le PTB.

Heureusement, après cette débauche de violence, votre article s'achève sur un happy end. Michel Nollet, après avoir raconté *son calvaire de Clabecq* (sic) au Congrès de la Centrale générale, déclare : *Je tremble pour la démocratie*. Il va jusqu'à proposer sa démission au cas où il aurait perdu la confiance de ses militants. Mais *trêve de frayeurs* : il est longtemps acclamé par toute la salle, debout. Ouf ! on a eu peur pour Nollet et la démocratie !

Votre article serait seulement imbécile s'il n'était pas aussi dangereux. Il participe d'un climat de purge et de chasse aux sorcières orchestré par la série de procès qui a lieu et qui se prépare (Clabecq, collectifs d'étudiants, attaques contre les parents Russo, Collectif Sans Ticket...).

La seule critique que vous adressez à la FGTB est d'avoir été *clément*, allant jusqu'à gentiment la gronder *d'avoir laissé les choses aller trop loin* et d'avoir été *trop indulgente*. Quand, de plus, vous pointez du doigt *le délégué principal d'une usine et un permanent CGSP* (heureusement, on les *reconnaissait*, vous n'avez donc pas été contrainte de donner les noms) qui participaient à l'occupation, et en rajoutant que c'est *ennuyeux* pour la FGTB, vous couvrez et invitez celle-ci à une chasse aux sorcières ; cela devient un lynchage médiatique.

Non, Madame Vaes, vous n'étiez pas présente lors de cette occupation et vous ne nous ferez pas croire que ce que l'on juge et condamne dans les procès actuels, c'est le PTB.

Ce qu'on juge et condamne, c'est l'esprit de résistance, le refus du consensus dominant, la désobéissance civile et l'action directe.

Ce qu'on juge et condamne, c'est la critique radicale de cette société et les nouvelles formes de lutte qui se développent partout (du Chiapas à Seattle, en passant par Prague et Bruxelles), en-dehors et à côté des institutions politiques traditionnelles (partis, syndicats...), autour des collectifs de sans-papiers, des collectifs de chômeurs... qui portent, dans le marasme actuel, l'espoir d'une société où l'on ne meure ni de faim ni d'ennui.

**Collectif
Sans/Cent Nom(s)**

COURRIER / libertaire@swing.be

Les amitiés complices de Karol Wojtyla et Jorg Haider...

Ce Noël de l'an 2000, une date qui n'est historique que pour un tiers de l'humanité, aura pris un ton très bucolique avec la livraison d'un joli sapin de 33 mètres de haut venu directement d'Autriche, ce beau pays de carte postale hivernale aux forêts enneigées. Mais l'arbre a revêtu cette année une teinte brune et son comité accompagnateur, 250 personnes, n'était autre que le FPÖ (le Parti de la liberté !), l'extrême droite autrichienne emmenée par son chef Jorg Haider. De quoi donner des cauchemars aux petits italiens si, par mégarde, ils s'aventurent place Saint-Pierre...

Oh, bien sûr, la décision ne date pas d'aujourd'hui, se défend-on au Vatican. C'est en 1997 que la Carinthie a été choisie pour livrer l'arbre d'épines, une époque où cette région n'avait pas encore élu Haider comme führer local. Néanmoins Edmund Casimir Szoka, président de la commission pontificale pour la cité du Vatican, a accueilli l'admirateur de Hitler en le décrivant comme le digne représentant de la Carinthie. Une insulte pour ceux qui n'ont pas voté pour lui. Jean-Paul II et Haider s'était déjà rencontrés en 1993 mais lors de l'édition 2000 ni la télévision ni les photographes n'ont été admis à immortaliser l'audience privée...

Inscrivant ce déplacement dans un acte politique et non touristique comme voudrait le faire accroire le Vatican, le nazi de Carinthie n'a pas manqué d'accuser le gouvernement italien de laxisme sur le volet de l'immigration. La provocation est directe et le verbe pauvre, des ingrédients inséparables d'une politique fasciste.

Les organisations juives, des organisations de gauche et des anciens combattants de la deuxième boucherie mondiale ont su réagir contre l'amitié du pape pour ce personnage, relayés par le gouvernement israélien. Les commerçants juifs ont éteint les lumières de leur

boutiques, suscitant un simpliste *s'ils veulent faire des économies d'électricité c'est leur affaire* de la part de l'ami des anciens SS. Mais la scandaleuse protection de Haider par les forces de l'ordre italiennes a généré la violence tant souhaitée par lui-même. Ainsi la manifestation de protestation du dimanche 17 s'est soldée par des charges de la police qui ont fait des dizaines de blessés parmi les manifestants. À quand une sainte grenade lacrymogène tombant des nues sur le balcon papal ? Jean-Paul II n'a pas été éclaboussé par ce rejet du fascisme, à l'abri derrière le rempart de ses dogmes dans son château fort de Saint-Pierre.

Mais Jean Polsky dispose d'une autre arme pour contrer les défenseurs de la démocratie : une longue expérience, personnelle et institutionnelle, de la coopération avec le fascisme. Personnelle par les béatifications de Pie IX, des cardinaux Stepinac et Schuster et la rencontre avec l'ancien officier nazi Kurt Waldheim en 1987 (liste non exhaustive). Et institutionnelle par les œuvres salvatrices de Pie XII et Paul VI pour l'exfiltration des criminels de guerre après la seconde guerre mondiale et le soutien actuel aux commandos anti-avortement aux USA.

Le pape est aussi un habile manipulateur qui parvient par son double langage à taire les critiques qui pourraient émerger des chrétiens eux-mêmes. Chaque collusion papale avec le fascisme, passé ou actuel, voit naître les mêmes interrogations timorées et les mêmes justifications hasardeuses de l'intelligentsia catholique ou pas. Un éternel recommencement qui, par une analyse à chaque fois ponctuelle dictée par le scoop, évite au croyant la douloureuse acceptation d'une continuité sans faille du soutien de l'Eglise à l'extrême droite.

C'est donc très adroitement que la venue de Haider a été précédée de la publication anticipée du message du nouvel an. Les médias n'y ont vu que douceurs, occultant l'intolérance constante envers les *mal pensants* : le pape y fustige toujours l'athéisme et la séparation du politique et du religieux. Le Vatican ne pouvait rêver meilleur allié que cette perfidie journalistique. Si tout le monde s'accorde sur la nocivité de Haider, la lucidité n'est pas encore acquise sur les liens entretenus

entre le Vatican et l'extrême droite. Le cynique Haider peut donc continuer à aller à la messe sans craindre la porte fermée.

Jocelyn Bézecourt
jocelyn.bezecourt@wanadoo.fr



Verwilghen et les Dossiers X

Marc Verwilghen a été le Président zélé de la Commission parlementaire d'enquêtes sur les enfants disparus d'octobre 1996 à février 1998. Il a tenté, sans succès, de connaître les raisons de la mise à l'écart des enquêteurs des *Dossiers X* (note d'AL : pour plus d'infos sur les *témoins X* dont Régina Louf voir les précédents AL) et il a clairement exprimé la nécessité de faire la lumière à ce sujet : *Notre deuxième rapport dit clairement qu'en ce qui concerne l'affaire X1 et le dossier de la champignonnière, une enquête complémentaire à l'enquête devrait être effectuée, s'il le faut une nouvelle commission d'enquête parlementaire. Si ces passages n'y avaient pas figuré, je n'aurais pas approuvé notre deuxième rapport. Ce sont des affaires qu'il faut fouiller jusqu'à la moëlle. Dans les dossiers des tueurs du Brabant, on n'a pas répondu à de nombreuses questions essentielles. C'est néfaste. Et c'est ce qu'on fait avec les dossiers X.* (D. Illegems et R. Sauviller, Marc Verwilghen. *Paroles d'homme*, La Longue Vue, 1999, p.110).

L'hostilité croissante de l'establishment et des médias à l'égard de Marc Verwilghen ne l'a pas empêché de devenir l'homme le plus populaire du pays, en raison de son engagement pour la cause des enfants disparus. Élu avec 400.000 voix de préférence, Marc Verwilghen a obtenu en juin 1999 le poste de ministre de la Justice. Une campagne de déstabilisation sans précédent s'est aussitôt déclenchée contre lui.

En dépit de cet acharnement médiatique et politique, la popularité de Marc Verwilghen n'a pas baissé après un an. Ces tentatives de lynchage ont peut-être rendu plus évidente la singularité et le courage de l'ancien président de la *Commission Dutroux*.

Aussitôt en place, le ministre de la Justice a demandé aux cinq parquets généraux de Bruxelles, Anvers, Gand, Mons et Liège un rapport sur les *Dossiers X*, à cause de l'importance capitale de ces dossiers.

Le rapport des Procureurs généraux, remis au ministre le 23 décembre 1999 ne faisait pas la synthèse des dossiers traités et n'était pas actualisé. C'est pourquoi le ministre a décidé de demander au Collège des Procureurs Généraux de désigner un magistrat ou un expert externe pour clarifier et actualiser l'ensemble des *Dossiers X*. Cette mise au point était d'autant plus nécessaire que les gendarmes écartés de l'enquête sur ces dossiers, ont été complètement blanchis par la justice en janvier 2000.

Après que le juge d'instruction Pignolet et la gendarmerie aient démontré l'absence de faute chez les enquêteurs écartés, le sénateur Frans Lozie (écolo) a demandé l'institution d'une commission parlementaire d'enquête sur la mise à l'écart des enquêteurs de Neufchâteau, afin d'établir les véritables raisons de l'arrêt des enquêtes sur les dossiers X.

Le député Vincent Decroly (écolo) a également adressé au Ministre une question à ce sujet : *En juin dernier, lors d'une réunion du Collège des procureurs généraux, le problème de la vérification des déclarations des témoins X avait été posé et il avait été question de désigner un expert indépendant pour y procéder. Où en est-on à ce sujet ? Cet expert a-t-il été nommé ? Si non, pour quelle raison ? (7/11/2000).*

Dans le style lisse caractéristique des réponses parlementaires, Verwilghen évite de reconnaître que les Procureurs généraux ont bloqué les investigations sur les *Dossiers X* et qu'ils refusent toute explication à ce sujet, par une sorte de *putsch judiciaire*.

Le ministre Verwilghen se contente de signaler au député Decroly que le procureur de Neufchâteau, M. Bourlet a réclamé les résultats de l'enquête sur les enquêteurs De Baets et Bille (définitivement blanchis en janvier 2000) et que ce dossier est parvenu à Neufchâteau neuf mois plus tard, en septembre. Suite à quoi le ministre semble refiler la patate chaude au procureur Bourlet : *Cette affaire est à l'instruction à*

Neufchâteau et selon moi il faut laisser à M. le procureur Bourlet le soin de prendre ses responsabilités et de mener l'action publique qui est la sienne... Et puisque Neufchâteau est encore intéressé par le volet Bruxelles [nda : meurtre de Christine Van Hees à la champignonnière en 1984] il faut laisser l'initiative à M. Bourlet (interpellation Herzet, Decroly, 7/11/2000).

Cette passivité relative du ministre Verwilghen va de pair avec un redoublement des attaques contre lui. Dans un reportage récent de la télévision flamande (TV1), un magistrat désigné comme abuseur par le *Témoin X2* (en compagnie de l'ex-magistrat Claude Leroy [voir Charles Toumpsin, *J'ai été victime de protections*]) n'hésitait pas à mener la charge contre la gestion de la Justice par Marc Verwilghen.

L'absence de réaction du ministre à ces attaques finira certainement par altérer sa popularité. S'agit-il d'un simple repli stratégique ou d'une capitulation ? L'issue du combat pour la vérité se mesurera aux points et prendra sans doute encore de nombreuses années.

Association Pour la vérité

27 rue de la Vanne, 1000 Bruxelles, 02/640.46.28

www.pourlaverite.org

pour.la.verite@club.worldonline.be

L'ESSENTIEL

La pub

Une propagande de velours au service de la dégradation de l'humanité !

Si chaque réclame montrait le même visage d'un dirigeant en uniforme militaire, si les quelque quatre heures de télévision absorbées quotidiennement dispensaient un discours explicitement idéologique, les spécialistes de la défense de la démocratie s'indigneraient à l'unisson, criant à l'oppression des valeurs démocratiques. Tel cas de totalitarisme, aisément identifiable, se verrait immédiatement condamné. Mais ni les publicités, ni les programmes télés ne contiennent d'idéologie révélée, ce qui leur permet d'investir les moindres recoins de nos existences sans déclencher un tollé. En revanche, cette marée rose de signes marchands impose, l'air de rien, une véritable négation de tout débat critique, à tel point que d'aucuns ne se sont jamais posé la question de savoir quels intérêts la publicité défendait. Alors, pour ceux-là, énonçons-le simplement : *la publicité promeut la surconsommation, qui assure aux multinationales des lendemains juteux.*

Le problème, c'est que tout ce que défend la publicité constitue une sourde menace pour l'humanité.

D'une part, les multinationales, qui ont fait de la pub un adorable instrument de propagande, n'ont, on commence à le comprendre, guère de préoccupations sociales ou environnementales. Oh, bien sûr, quand il s'agit de conserver un marché, elles sont prêtes à adapter leur camelote industrielle : les voyages planifiés respirent alors l'authenticité (*Tous en Irlande !*), des labels bio fleurissent (la formule *new-look* adoptée par *Delhaize* en dit long sur le degré de conscientisation de la multinationale d'origine belge), des voitures électriques sont prêtes à perpétuer l'exaltation des ego conditionnés.

D'autre part, la surconsommation à laquelle incite insidieusement la réclame, recourant à une vulgarité de plus en plus visible, est à la base de la plupart des nuisances qui nous mettent en péril.

D'abord, ce qu'il convient d'observer, c'est que la publicité, en phase avec les feuilletons, la production hollywoodienne et autres impulsions sémiotiques, impose sans partage un style de vie individualiste, où seule compte la valorisation par la marchandise, qu'elle s'exprime sous la forme de vêtements, voyages, produits culturels ou équipements technologiques. Dans cette perspective existentielle où seul compte l'accroissement du pouvoir d'achat, on comprend pourquoi des progrès sociaux tels que la solidarité ou le partage du travail apparaissent comme d'insupportables entraves.

Ce style de vie est également à la base des nuisances environnementales : travailler et consommer comme des forcenés laisse en effet peu de temps à la réflexion. On jugera trop chers des produits naturels (il en existe sans label, le saviez-vous ?) avant de se plaindre de l'apparition d'impôts affectés à la dépollution des eaux empoisonnées par des pesticides, ceux-là mêmes qui rendent nos légumes industriels si bon marché. Pas le temps non plus de se demander en quoi un kiwi acheminé depuis la Nouvelle-Zélande polluerait davantage qu'une pomme cueillie dans la région. Quant à la débauche d'emballages des produits manufacturés, le problème est résolu puisque des poubelles sélectives ont été mises à disposition du citoyen. Ma voiture pollue ? Mais voyons, je ne l'emploie que pour le strict nécessaire : aller travailler et faire mes courses.

Dans cette dictature du caprice, on désire tout, tout de suite, sans efforts : après avoir trimé dans un boulot inepte, on exige le droit de consommer souverainement, c'est-à-dire sans conscience.

Ce style de vie ultra-consumériste qui est le nôtre, balaie par ailleurs toute spécificité culturelle. Les populations vulnérables, fascinées par les produits "culturels" standardisés, délaissent toute créativité locale désormais cataloguée non rentable.

Enfin, ce non-art de vivre rend impossible l'application des libertés démocratiques. Les naïfs qui prétendent que *les gens ont le choix*, oublient que la réclame s'est faite omniprésente, et que, lorsqu'on n'est pas issu d'un milieu socio-culturellement vigilant, on ne songe pas à s'en protéger. Le loup porte un masque d'agneau. Voilà assurément la grande subtilité de la nouvelle domination : elle a su éviter les caractères autoritaire et répressif propres aux anciens régimes totalitaires. Certes, le capitalisme s'est un temps accommodé de ces structures (Volkswagen sous le national-socialisme, Renault en France, Fiat en Italie), mais il s'épanouit désormais en un mouvement autonome, souple et multiforme.

Résumons. La publicité manipule sournoisement les esprits pour canaliser les désirs vers des marchandises inutiles. Elle transforme l'individu en consommateur frénétique, et la surconsommation aveugle qui en découle engendre la majorité des nuisances sociales, culturelles et écologiques. Cette tyrannie de la futilité ne laisse pas de place aux valeurs démocratiques. En introduisant quelques menus dysfonctionnements dans le flux tendu des circuits marchands, nous souhaitons conduire l'homo confortis à s'interroger sur la chaîne délétère dans laquelle s'inscrivent ses comportements automatisés. Ainsi, court-circuiter l'éclairage des panneaux publicitaires qui envahissent l'espace public a pour but d'attirer l'attention sur leur véritable nature : celle d'une nouvelle forme de propagande, intégrée et sournoise, au service de la déshumanisation.

COUAC

NOTE DE LECTURE

L'érotique solaire de Michel Onfray

Michel Onfray est un philosophe
et un écrivain très prolix.

Il a composé 15 livres en 10 ans ayant tous trait à l'hédonisme. Le dernier en date (1) invite à une *érotique solaire* - contre la vie mutilée - entièrement construite sur la liberté amoureuse, la chair sans culpabilité, le célibat joyeux et l'égalité libertine des hommes et des femmes. Il s'agit d'établir une arithmétique du plaisir, du désir, de la jouissance et de définir le contrat hédoniste et ses conditions.

Carpe Diem

Beaucoup de gens se font une idée totalement erronée de l'hédonisme le réduisant à une caricature grotesque du style *manger beaucoup et vomir après* ou *cigarettes, whisky et p'tites pépées*. L'hédonisme véritable procède en réalité d'une construction. Il figure un certain type de présence au monde, une présence qui se veut *joyeuse* et qui appelle à vivre l'instant présent pleinement. *Cueillir dès aujourd'hui les roses de la vie* ou *Carpe Diem* d'Horace, voilà qui peut définir cet hédonisme qui est aussi renoncement à la douleur et recherche du plaisir.

Métaphysique de la stérilité

Difficile dans le contexte socio-économique actuel de se reconnaître dans cette attitude et en quoi le travail du philosophe pourrait-il rendre l'existence moins pénible ? Dans un entretien accordé à *France Culture*, Michel Onfray décortique, ausculte, analyse cette existence qui *a priori* n'est que douleur, combat, peine et dans les quelque 300 pages de

Théorie du Corps Amoureux, il s'attache à prouver que, malgré tout cela, le plaisir existe et qu'il est possible de traverser l'existence de manière jubilatoire et joyeuse. Il insiste sur l'opposition principe de plaisir/principe de réalité.

Constat. On nous éduque pour le principe de réalité, on nous demande d'avoir des plaisirs sociaux : on fait des enfants, on entre dans des logiques d'honneur, de pouvoir, on participe à des stratégies sociales, on est acteur du théâtre mondain.

Michel Onfray compose des pages très lucides sur le désir d'enfant. Sa position reste très explicite : par amour des enfants, on ne devrait pas en faire. Car en infligeant la vie, on voue sa progéniture à l'inéluctabilité de la mort, on la soumet à l'intérêt qui mène le monde, on l'oblige au travail salarié dur et contraint, on l'expose à la précarité et au chômage. Dès que l'enfant paraît, on *bricole dans l'incurable* (Cioran), c'est-à-dire qu'on fait avec. Par ailleurs, dès qu'on devient père ou mère, on cesse d'être un individu pour devenir une fonction.

Onfray estime qu'on est libre de se soustraire à cette obligation de donner la vie et prône ainsi une métaphysique de la stérilité. On n'est pas tenu culturellement de consentir à la nécessité d'avoir un enfant.

Urgence de l'hédonisme

La somme des plaisirs l'emporte-t-elle sur l'embrigadement social ? Tout dépend des individus car tout le monde ne pourra pas répondre de la même façon. Beaucoup n'ont pas de plaisir à exister. D'où l'urgence de l'hédonisme : à partir d'un trajet individuel, d'une proposition individuelle, on peut trouver comme une invitation à parler de l'universel. L'hédonisme me permet d'être moins malheureux, moins dans le malaise, là maintenant, sans tabler sur un au-delà meilleur. La philosophie hédoniste doit servir à rendre les existences plus joyeuses.

Dans ce renoncement conscient et volontaire de la douleur, Onfray recourt aux métaphores chirurgicales. Il compare le travail du philosophe à celui d'un chirurgien : recourir au bon geste, s'entourer du meilleur éclairage, avoir la maîtrise, associer tension et attention à

l'élégance des gestes, ne pas faire saigner. L'étymologie du nom d'Épicure se signifie-t-elle pas *secours* ?

Aussi, la philosophie ne doit pas se limiter à des grandes élaborations savantes et illisibles, mais elle gagne à construire des petites évidences philosophiques pratiques et applicables. Rappelons la solution épicurienne de la mort *Tant que nous sommes, elle n'est pas et lorsqu'elle est, nous ne sommes plus !*

L'érotique solaire

Onfray aime ce qui brûle. Il a publié en deux volumes son journal hédoniste : *Le désir d'être un volcan* et *Les vertus de la foudre*. L'érotique solaire brûle, partout, et produit de l'incandescence. Ce livre sous-tend un bilan et le rapport de l'auteur avec les femmes : depuis la mère, l'institutrice, les copines, les infirmières, les amantes, l'épouse. Il estime qu'à 15 ans on est à l'âge des mythologies grégaires et sociales mais qu'avec le temps, on peut comprendre que pour une jubilation personnelle, on est en droit de redéfinir ce terrain. Fort de **quatre certitudes** (la puissance inéluctable et dangereuse du désir, l'irréductibilité du corps des hommes à celui des femmes, la nature radicalement animale du plaisir, la fidélité comme une affaire exclusive de mémoire), **de cinq questions** (qu'est-ce qu'une femme ? Comment peut-on atteindre le corps de l'autre sans être dans un rapport de guerre, sans être pétrifié dans le couple, la monogamie ou le mariage ? Quelles sont les semblances et les différences ontologiques entre masculin et féminin ? Est-ce que l'envie d'enfant est uniquement un désir de femme auquel les hommes consentent et accèdent ? Est-ce que désir et plaisir sont sexués ?) et de **quatre commandements** (le réel est atomique, le vitalisme est nécessaire, le plaisir est réalisable, le négatif est conjurable), Michel Onfray va déconstruire l'idéal ascétique, fondement des sociétés occidentales chrétiennes et bâtir le matérialisme hédoniste dans ce livre à trois entrées : une histoire de la philosophie antique, une histoire des rapports sexués, le bestiaire dans la philosophie. Le tout articulé en trois temps : le désir, le plaisir, les agencements.

Dans la tradition ascétique, le corps est détestable, les pulsions sont haïssables, le désir est manque, le plaisir ne se trouve que dans la complétude et l'agencement doit se faire sur le mode familial. L'homme ou la femme s' imagine qu'il y a quelque part une moitié avec laquelle on peut ne devenir qu'un. Illusion ! On ne trouvera jamais une chose qui n'existe pas. On connaît les ravages que causent la recherche de l'âme-sœur. Le monde occidental, construit à partir de la théorie platonicienne, socialise le désir en ne lui reconnaissant qu'un seul sens : le couple et le mariage. Cet agencement fondé sur la monogamie et la fidélité imposée est source de douleur et de souffrance, contribue aux beaux jours des psychanalystes, conseillers conjugaux, sexologues et propulse les ventes de médicaments anxiolytiques et antidépresseurs nous conduisant tout droit dans les chambres obscures des psychoses et des dépressions.

Pour les philosophes matérialistes, le désir est excès et le plaisir est dans la dépense de cette énergie. Le bestiaire apporte à ces propos quelques illustrations notoires : le carrelet renvoie au poisson masturbateur, l'éléphant au pourceau et l'abeille au hérisson. Le désir de se reproduire est commun aux hommes et aux animaux. D'où cette expression d'Onfray, *Le plaisir est dans le frottement et le désir de se répandre*. Mais seul le genre humain est capable d'érotisme. Car dans le fond de la sexualité, il n'y a pas que de l'animalité. La culture permet de donner des formes à cette énergie. Désir et plaisir peuvent se sculpter.

Je propose et nous disposons

Cette sculpture se trouve dans le mouvement car rien n'est jamais acquis, il faut construire en permanence, savoir avec qui l'on est, pratiquer l'élection ou l'éviction. Les relations humaines ne sont faites que de stratégies plus ou moins bien formulées. À l'instar des animaux, nous marquons notre territoire en considérant que tout individu qui traverse cet espace doit en demander l'autorisation. Cela rejaillit sur nos comportements amoureux puisque certains s'estiment en juste droit d'accaparer autrui *par amour*, le définissant comme sa propriété.

La sculpture de soi se réfère à une relation toute autre qui relève du contrat : **je propose et nous disposons**. C'est-à-dire **contre** l'impossible altruisme du genre chrétien - qui oblige à une relation inégalitaire où je suis moins que l'autre - et **pour** le contrat hédoniste où autrui compte autant que moi, ni plus, ni moins.

Personne n'est obligé de contracter, mais quand on a contracté, on est obligé de tenir. La fidélité suppose donc qu'on se soit engagé sur une chose clairement dite. Ainsi redéfini, le couple est une construction en permanence.

Mais si l'on est maître de la parole donnée, on n'est pas maître des sentiments et on ne domine pas toujours les raz-de-marée dans ce type de relation.

Onfray revient sans cesse à la théorie matérialiste qui oblige à une métaphysique solipsiste : il n'y a que soi et rien d'autre. Le réel est construit à partir de soi. Pas de jugement moral, mais une évidence. Dans la relation amoureuse, je m'engage pour moi. Si autrui se fait du cinéma ou se raconte des histoires, c'est son affaire. On ne peut pas contraindre l'autre à une histoire d'amour dont il ne veut plus. Alors, plutôt que de souffrir du mal d'amour, il faut s'interroger : que faire de cette douleur d'amour, cette blessure narcissique qui bien évidemment ne se balaie pas d'un revers de la main ? Il faut concentrer son énergie à faire son deuil et le deuil est aussi une histoire de volonté. Car si on ne domine pas l'intégralité de ses sentiments, du moins on peut maîtriser une partie de son évolution.

L'enseignement du hérisson

Le contrat hédoniste ne fait pas abstraction de la vie sociale. Il y trouve au contraire sa définition profonde que Michel Onfray nomme **eumétrie**, la bonne distance. La métaphore du hérisson prend toute son importance : les hommes sont entre eux comme les hérissons quand ils ont froid. Ils se rapprochent et se piquent. Ils se piquent et donc s'éloignent. En s'éloignant, ils ont froid. Donc ils se rapprochent. Bref, une trop grande proximité induit à une promiscuité et un trop grand éloignement conduit à la solitude. Ni trop proche, ni trop lointain. Tout

un art de rester soi dans le rapport à autrui. Le livre d'Onfray nous engage à découvrir cette *terra incognita*.

Martine
Fédération Anarchiste

(1) *Théorie du corps amoureux. Pour une érotique solaire*, Michel Onfray, éditions Grasset.

NOTRE HISTOIRE

Une utopie
réalisée !

Espagne libertaire

Salut. Je viens de me taper la remise en forme du brouillon du texte paru "officiel" dans Le Monde Diplomatique de décembre 2000 (p.26-27). Bonne lecture. Frank Mintz

Pour défendre l'ordre des choses, il suffit souvent de prétendre que toute tentative de s'en éloigner débouche obligatoirement sur la tyrannie ou sur le chaos.

L'histoire est riche d'exemples contraires, qui ont établi le caractère éternel de la révolte, de l'aspiration à la démocratie et à la solidarité.

Pendant quelques mois, au moment de la guerre civile espagnole, certaines régions du pays défendirent ainsi un mode de gouvernement inédit, qui remettait à la fois en cause le pouvoir des possédants, des notables et des bureaucrates. Des historiens et des réalisateurs nous rappellent cette parenthèse livrée à l'utopie.

Quand l'Espagne révolutionnaire vivait en anarchie

À l'heure où les apôtres du Saint-Bénéfice se parfument volontiers d'un soupçon d'*Anarchiste* [dernière création d'un parfumeur parisien], il est difficile d'imaginer l'ampleur de la révolution libertaire conduite par les travailleurs espagnols dans les zones où ils firent en échec le *pronunciamento* des généraux contre la République, le 18 juillet 1936. *Nous les anarchistes, n'étions pas partis faire la guerre pour le plaisir de défendre la république bourgeoise (...) Non, si nous avons pris les armes, c'était pour mettre en pratique la révolution sociale* [Patricio Martínez Armero, cité par Abel Paz, *La Colonne de Fer*, éd. Libertad-CNT, Paris, 1997] rappelle un ancien milicien de la **Colonne de Fer** [cette milice anarchiste, connue pour son intransigeance révolutionnaire, combattit notamment sur le front de Teruel].

La collectivisation de très larges secteurs de l'industrie, des services et de l'agriculture constitua en effet l'un des traits les plus saillants de cette révolution. Ce choix prenait racine dans la très forte politisation de la classe ouvrière espagnole, organisée principalement au sein de la *Confédération Nationale du Travail* (CNT, anarcho-syndicaliste) et de l'*Union Générale des Travailleurs* (UGT, socialiste).

Dans une Espagne qui comptait alors 24 millions d'habitants, le syndicat anarchiste avait plus d'un million d'adhérents et - fait unique dans l'histoire du syndicalisme - un seul permanent rémunéré au plan national.

Quelques mois avant le coup d'État militaire du 18 juillet 1936, le congrès de Saragosse (mai 1936) de la *CNT* avait adopté une motion ne laissant aucun doute sur sa conception de l'action syndicale : *Une fois conclue la phase violente de la révolution, seront déclarés abolis la propriété privée, l'État, le principe d'autorité, et par conséquent les classes qui divisent les hommes en exploiters et exploités, oppresseurs et opprimés. Une fois la richesse socialisée, les organisations de producteurs enfin libres se chargeront de l'administration directe de la production et de la consommation* [motions du congrès de Saragosse de la *CNT*].

Un tel programme fut mis en œuvre par les travailleurs eux-mêmes, sans attendre aucune sorte de commandement de leurs "chefs". La chronologie des événements en Catalogne en offre un bon exemple.

À Barcelone, les comités dirigeants de la *CNT*, qui avaient lancé l'appel à la grève générale le 18 juillet 1936, mais sans donner la consigne de collectivisation. Or, dès le 21 juillet, les cheminots catalans collectivisaient les chemins de fer. Le 25, ce fut le tour des transports urbains, trams, métro et autobus, puis le 26, celui de l'électricité et le 27, des agences maritimes. L'industrie métallurgique fut immédiatement reconvertie dans la fabrication de véhicules blindés et de grenades pour les milices qui portaient combattre sur le front d'Aragon. *En quelques jours, 70% des entreprises industrielles et commerciales furent saisies par les travailleurs dans cette Catalogne qui concentrait à elle seule les deux-tiers de l'industrie du pays* [C. Maura, *Révolution et contre-révolution en Catalogne*, éd. Mame, 1974].

George Orwell, dans son fameux *Hommage à la Catalogne* a décrit cette liesse révolutionnaire : *L'aspect saisissant de Barcelone dépassait toute attente. C'était bien la première fois dans ma vie que je me trouvais dans une ville où la classe ouvrière avait pris le dessus. A peu près tous les immeubles de quelque importance avaient été saisis par les ouvriers et sur tous flottaient des drapeaux rouges ou les drapeaux rouge et noir des anarchistes (...) Tout magasin, tout café portait une inscription vous informant de sa collectivisation ; jusqu'aux caisses des cireurs de bottes qui avaient été collectivisées et peintes en rouge et noir ! (...)*

Tout cela était étrange et émouvant. Une bonne part m'en demeurait incompréhensible et même, en un sens, ne me plaisait pas : mais il y avait là un état de choses qui m'apparut sur le champ comme valant la peine qu'on se battît pour lui [Georges Orwell, *Hommage à la Catalogne*, éd. Champ libre, 1982].

Nombreux sont les étrangers qui, à l'instar de Franz Borkenau, ont éprouvé ce *formidable pouvoir d'attraction de la révolution*. Dans *Spanish Cockpit* [éd. Champ libre, 1979], il rapporte le cas d'un jeune entrepreneur américain, dont l'affaire est pratiquement ruinée par la révolution, et qui néanmoins reste très favorable aux anarchistes, dont il admire en particulier le mépris de l'argent. Il refuse de partir car *il aime ce sol, il aime ce peuple et peu lui importe dit-il, d'avoir perdu ses biens si le vieil ordre des choses s'écroule pour faire place à une cité des hommes plus haute, plus noble et plus heureuse*.

Le mouvement des collectivisations aurait concerné entre un million et demi et deux millions et demi de travailleurs [Frank Mintz, *Autogestion et anarcho-syndicalisme*, éd. CNT, 1999], mais il est difficile d'en faire un bilan précis : il n'existe pas de statistiques globales et beaucoup d'archives ont été détruites. On peut toutefois s'appuyer sur les données fragmentaires publiées dans la presse, en particulier syndicale, et sur les nombreux témoignages d'acteurs et d'observateurs du conflit.

La guerre dévore la révolution

Dans les entreprises collectivisées, le directeur était remplacé par un *comité élu*, composé de membres des syndicats. Il pouvait continuer à travailler dans son ancienne entreprise, mais avec un salaire égal à celui des autres employés. L'activité de certaines branches comme le bois, fut unifiée et réorganisée, de la production à la distribution, sous l'égide du syndicat de branche. Dans la plupart des entreprises à capitaux étrangers (le téléphone, certaines grosses usines métallurgiques, textiles ou agro-alimentaires), si le propriétaire (américain, britannique, français ou belge) demeura officiellement en

place pour ménager les démocraties occidentales, un *comité ouvrier* prit en main la gestion. Seules les banques échappèrent au raz de marée *collectiviste* et passèrent sous le contrôle du gouvernement. Celui-ci disposait ainsi d'un important moyen de pression sur les collectivités connaissant des difficultés de trésorerie.

Le mode d'organisation du syndicat inspira celui des branches socialisées : comité d'usine élu par l'assemblée des travailleurs, comité local réunissant les délégués des comités d'usine de la localité, comité de zone, comité régional, comité national. En cas de conflit à l'échelon local, l'assemblée plénière des travailleurs tranchait. En cas de conflit à un niveau plus élevé, les assemblées de délégués ou les congrès le faisaient.

Mais du fait de sa présence et de sa puissance, la *CNT* détenait *de facto* le pouvoir en Catalogne.

Le fonctionnement des collectivités apparaissait donc très hétérogène. Dans les *Chemins de fer de Catalogne* par exemple, où ensemble des salariés percevaient une rémunération annuelle de 5.000 pesetas, on décida néanmoins que les personnels les plus qualifiés recevrait un supplément de 2.000 pesetas par an. En 1938, le salaire unique était de règle à Lérida dans le secteur du bâtiment, mais à Barcelone un ingénieur continuait de toucher dix fois plus qu'un manoeuvre. Une des plus importantes industries de Catalogne, le textile, promulgua la semaine de quarante heures, réduisit les écarts de salaire entre techniciens et ouvriers et supprima le travail aux pièces des ouvrières... mais la différence de revenus entre hommes et femmes persista dans la plupart des cas.

La situation se dégrada au fil des mois, malgré tous les efforts des collectivités pour moderniser la production. Dans le domaine économique comme dans les autres, la guerre dévorait la révolution. Les matières premières manquaient et les débouchés devenaient de plus en plus rares, du fait de la progression territoriale des militaires insurgés. Par ailleurs, l'effort se concentrant sur l'industrie militaire, la production s'effondra dans les autres secteurs, entraînant avec elle une flambée

de chômage technique, une pénurie de biens de consommation, un manque de devises et une inflation galopante.

Face à cette situation, toutes les collectivités n'étaient pas égales. Fin décembre 1936, une déclaration du syndicat du bois, parue dans le *Bulletin CNT-FAI*, s'en indigna réclamant *une caisse commune et unique entre toutes les industries, pour arriver à un partage équitable. Ce que nous n'acceptons pas, c'est qu'il y ait des collectivités pauvres et d'autres riches* [Carlos Semprun Maura, op. cit.]. Un article de février 1938 donne un aperçu de cette disparité : *Les entreprises collectivisées payent 120, au maximum 140 pesetas par semaine, et les collectivités rurales 70 en moyenne. Les ouvriers de l'industrie de guerre touchent 200, plus même, par semaine* [article d'Augustin Souchy dans *Solidaridad Obrera*, journal de la CNT, février 1938]. Ces inégalités allaient conduire certains révolutionnaires à évoquer la menace d'un *néo-capitalisme ouvrier* [Gaston Leval, *Espagne libertaire*, éd. du Monde Libertaire].

En octobre 1936, la Généralitat (gouvernement catalan) entérina par décret l'existence des collectivités et tenta d'en planifier l'activité. Elle décida de nommer des *contrôleurs* gouvernementaux dans les entreprises collectivisées. Avec l'affaiblissement politique des anarchistes, ces derniers allaient bientôt servir au rétablissement du contrôle de l'État sur l'économie.

Collectivités agraires

Sans que personne, aucun parti, aucune organisation ne donne de consignes pour procéder dans ce sens [Abad de Santillan, *Por qué perdimos la guerra*, Buenos-Aires, Iman, 1940] des collectivités agraires se formèrent également.

La collectivisation concerna surtout les grands domaines, dont les propriétaires avaient fui en zone franquiste ou avaient été exécutés. En Aragon, où les miliciens de la *Colonne Durruti* (1) dès la fin juillet 1936, impulsèrent le mouvement, ce dernier toucha presque tous les villages : la *Fédération des collectivités* regroupait un demi-million de paysans.

Rassemblés sur la place du village les actes de propriété foncière étaient brûlés. Les paysans apportaient tout ce qu'ils possédaient à la collectivité : terres, instruments de travail, bêtes de labour ou autres. Dans certains villages, l'argent fut aboli et remplacé par des bons. Ces bons ne constituaient pas une monnaie : ils permettaient l'acquisition, non de moyens de production, mais seulement de biens de consommation, et encore en quantité limitée.

L'argent qui avait été stocké par le Comité était utilisé pour acheter à l'extérieur, les produits qui faisaient défaut et qui ne pouvaient être troqués. Visitant la collectivité d'Alcora, un gros bourg de 5.000 habitants, Kaminski remarque : *Ils détestent l'argent, ils veulent le bannir, par la force et par l'anathème [mais c'est] un pis aller, valable tant que le reste du monde n'aura pas encore suivi l'exemple d'Alcora.*

Contrairement au modèle étatique soviétique, l'entrée dans la collectivité perçue comme un moyen de vaincre l'ennemi, était volontaire. Ceux qui préféraient la formule de l'exploitation familiale continuaient à travailler leur terre, mais ne pouvaient exploiter le travail d'autrui, ni bénéficier des services collectifs. D'ailleurs, les deux formes de production coexistaient souvent, non sans conflits, comme en Catalogne, où les métayers devinrent propriétaires de leur lopin. La mise en commun permettait d'éviter le morcellement des terres et de moderniser l'exploitation de celles-ci.

Les ouvriers agricoles, qui quelques années plus tôt cassaient les machines pour protester contre le chômage et la baisse des salaires, les utilisèrent volontiers pour alléger leur tâche. On développa l'utilisation d'engrais et l'aviculture, les systèmes d'irrigation et les voies de communication. Dans la région de Valence, on réorganisa sous l'égide des syndicats, la commercialisation des oranges, dont l'exportation fournissait une appréciable source de devises. Les églises qui n'avaient pas été brûlées furent transformées en bâtiments civils : entrepôts, salles de réunion, théâtres ou hôpitaux [selon l'historien Burnett Bollotten, *des milliers de personnes appartenant au clergé et aux classes possédantes furent massacrées le plus souvent en représailles*

aux massacres franquistes (*La révolution espagnole*, éd. Ruedo Ibérico, Paris, 1977)].

Et puisque le credo anarchiste faisait de l'éducation et de la culture les fondements de l'émancipation, des écoles, des bibliothèques et des clubs culturels furent créés jusque dans les villages les plus reculés.

L'assemblée générale des paysans élisait un *comité d'administration*, dont les membres ne recevaient aucun avantage matériel. Le travail était effectué en équipes, sans chef, cette fonction ayant été supprimée. Les conseils municipaux se confondaient fréquemment avec les comités, qui constituaient de fait les organes du pouvoir local. Généralement le mode de rémunération était le salaire familial, sous forme de bons là où l'argent avait été aboli.

À Asco, en Catalogne, par exemple, les membres des collectifs recevaient un carnet de famille. Au verso de la carte, il y avait un calendrier pour cocher les dates d'achat des vivres, qui ne pouvaient être reçus qu'une fois par jour dans les différents centres de ravitaillement. Ces cartes étaient de différentes couleurs afin que ceux qui ne savaient pas lire puissent facilement les distinguer. La collectivité rémunérait à la fois l'instituteur, l'ingénieur et le médecin, dont les soins étaient gratuits.

Ce mode de fonctionnement n'était dépourvu ni de pesanteurs ni de contradictions.

Kaminski raconte comment à Alcora, un jeune qui voulait rendre visite à sa fiancée vivant dans le village d'à-côté devait obtenir l'accord du comité pour échanger ses bons contre l'argent lui permettant de payer le car. La conception ascétique que les anarchistes avaient de la société nouvelle, faisait souvent bon ménage avec la vieille Espagne puritaine et machiste. D'où sans doute le paradoxe du salaire familial, qui laissait *l'être le plus opprimé d'Espagne, la femme, sous l'entière dépendance de l'homme* [Kaminski, *Ceux de Barcelone*, éd. Allia, Paris 1986].

La contre-révolution

Les collectivités allaient se heurter aux forces politiques hostiles à la révolution, y compris à l'intérieur du camp républicain. Faible en juillet 1936, le *Parti communiste d'Espagne* (PCE) vit croître son importance avec l'aide soviétique. Il appliqua la stratégie, prônée par Moscou, d'alliance avec la petite et moyenne bourgeoisie contre le fascisme. Comme le remarque Borkenau : *les communistes ne sont pas avec les travailleurs contre le koulak, mais avec le koulak contre les syndicats*.

Ainsi, dans le Levant, le ministre communiste de l'agriculture Vicente Uribe n'hésita pas à confier la commercialisation des oranges à un organisme à la fois rival du comité syndical et lié, avant guerre à la droite catholique, régionaliste et conservatrice.

Après les journées de Mai 1937, durant lesquelles les staliniens et le gouvernement catalan tentèrent en déclenchant des affrontements sanglants à Barcelone, de s'emparer des positions stratégiques occupées par les anarchistes et le *Parti Ouvrier d'Unification Marxiste* (POUM, anti-stalinien), le gouvernement central annula le décret d'octobre 1936 sur les collectivisations et prit directement en mains la défense et la police en Catalogne. En août 1937, les mines et les industries métallurgiques passèrent sous contrôle exclusif de l'État. Au même moment, les troupes communistes commandées par le général Lister tentèrent de démanteler par la terreur les collectivités en Aragon (note d'AL : voir le film de Ken Loach, *Land and Freedom*). Réduites et assiégées de toutes parts, elles survivront néanmoins jusqu'à l'entrée des troupes franquistes.

Au moment de l'entrée des anarchistes dans le gouvernement républicain, Kaminski s'interrogeait sur les risques de *l'éternelle trahison de l'esprit par la vie* ? La victoire du général Franco coupa court à ces interrogations.

Drapée de rouge et noire, l'Espagne libertaire est entrée dans l'histoire, rescapée des désillusions de ce siècle. Un jour, un peuple *sans dieu ni maître* a fait des feux de joie avec les billets de banque. En ces temps d'argent roi, voilà de quoi nous réchauffer quelques uns.

Frédéric Goldbronn
et Frank Mintz

(1) [Buenaventura Durruti](#), né en 1896, militant de l'UGT puis de la CNT. Lors du coup d'État franquiste de 1936, il prend la tête d'une milice qui joue un rôle important dans les combats à Barcelone, puis en Aragon et enfin sur le front de Madrid. C'est là, le 20 novembre, qu'il est mortellement blessé dans des circonstances controversées.

EN MOUVEMENT / SUISSE

À Davos en janvier !

Plate-forme d'action contre
le *World Economic Forum* (WEF)

Comme chaque année, en janvier prochain (2001), se tiendra à Davos, le *World Economic Forum* (WEF). En vue d'une manifestation contre ce forum plus grande encore que celle de cette année (janvier 2000), nous, la *Coordination anti-OMC* de Suisse, nous adressons à tous les groupements voulant développer une opposition radicale contre la globalisation capitaliste néo-libérale.

Sur la base des trois points décrits plus bas, nous voulons organiser avec d'autres groupes (de Suisse et d'autres pays) une large alliance d'actions contre le WEF, où plusieurs formes de résistance ont leur place.

1. Nous rejetons tout système et toute forme de domination et discrimination. C'est parce que nous luttons au quotidien contre le capitalisme, le racisme, le patriarcat, l'autoritarisme, le nationalisme et l'antisémitisme que nous nous mobilisons aujourd'hui contre le WEF, dont le but est de donner le plus de pouvoir possible à ceux qui s'appuient sur ces différents systèmes d'exploitation pour faire le plus de profit possible. Sachant que nous ne sommes pas à l'abri des contradictions dominantes, nous affirmons la nécessité d'exclure ces formes d'oppression et de discrimination dans nos groupements, comme dans nos actions et manifestations.

2. Il n'y a rien à garder du WEF. Fondamentalement, et en raison de l'importance stratégique du WEF dans le redéploiement du capitalisme néolibéral sur tous les espaces géographiques, politiques et sociaux du globe, notre but est de l'anéantir.

3. Notre position face au WEF est confrontative, ce qui exclut tout dialogue, tout travail de lobby avec cette organisation, à laquelle nous n'accordons aucune légitimité. Nous ne voulons pas donner la possibilité au WEF de se donner une image d'organisation ouverte et pacifique par leur propagande de *disposition au dialogue* avec une *société civile* triée sur le volet. Ce soi-disant dialogue dicté par les dirigeants de ce monde n'est qu'un paravent pour étouffer toute critique radicale.

Notre but est d'organiser une mobilisation forte, large et déterminée, ainsi que de renforcer celles et ceux qui combattent l'idéologie et les institutions néo-libérales ; les liens ainsi tissés devraient permettre de développer, discuter, confronter et concrétiser d'autres modèles de société.

Coordination anti-OMC / Suisse

La *Coordination anti-OMC* a été constituée en 1998 par des personnes issues du mouvement autonome de différentes régions de Suisse. Son objectif est de lutter contre la politique de violence et de standardisation marchande de l'OMC. Par différents biais, elle

dénonce et combat cette politique aux conséquences effroyables pour des millions de personnes. La *Fédération Anarchiste Francophone* est signataire de cet appel et partie prenante de la *Coordination*.

Pour recevoir AL tous les mois

Directement dans votre mail box

Abonnement 20€ par ans (11N°) soutien 25€ par ans ou ...plus !

Contact

fraternite.libertaire@teledisnet.be

